



Fédération Handicap International

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

ERNST & YOUNG et Autres



Fédération Handicap International

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

A l'Assemblée Générale de l'association Fédération Handicap International,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de l'association Fédération Handicap International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 10 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes combinés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes combinés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons apprécié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note « Règles et méthodes comptables du compte d'emplois ressources » de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux bases d'élaboration décrites en annexe et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 10 juin 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lyon, le 12 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Lionel Denjean



RESEAU FEDERAL HANDICAP INTERNATIONAL

Comptes combinés au 31 décembre 2019

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2.092.211	1.740.576	351.635	523.742
Fonds commercial	12.958		12.958	12.958
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours	883.032		883.032	391.406
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1.400.000		1.400.000	1.400.000
Constructions	7.451.894	2.463.287	4.988.607	5.341.547
Installations techniques, matériel, outillage	2.894.318	1.644.963	1.249.354	806.999
Autres	13.597.566	8.445.978	5.151.587	6.182.545
Immobilisations corporelles en cours	415.397		415.397	891.828
Avances et acomptes	245.067		245.067	27.453
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	100.150		100.150	100.650
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés	510.181		510.181	500.000
Prêts				
Autres immobilisations financières	705.549	650	704.899	745.885
ACTIF IMMOBILISE	30.308.321	14.295.455	16.012.866	16.925.013
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	750.043	2.341	747.702	679.504
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	73.296	3.848	69.448	133.391
Marchandises	2.037		2.037	2.678
Avances et acomptes versés sur commandes	250.244		250.244	409.461
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1.216.868	21.318	1.195.551	1.215.466
Autres	13.813.276		13.813.276	10.510.077
Baillleurs de fonds	15.378.396		15.378.396	30.773.947
Avances missions	12.407.018		12.407.018	13.030.954
Valeurs mobilières de placements	1.006.907		1.006.907	1.006.907
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	45.466.063		45.466.063	38.305.320
Charges constatées d'avance	1.772.007		1.772.007	1.182.983
ACTIF CIRCULANT	92.136.156	27.507	92.108.649	97.250.688
Primes d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif	358.844		358.844	348.451
TOTAL GENERAL	122.803.321	14.322.962	108.480.359	114.524.152

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserve statutaire	6.098	6.098
Réserves affectées au projet associatif	25.353.630	26.668.653
Fonds apportés par ATLAS Logistique		
Autres réserves	214.534	245.181
Report à nouveau	3.020.480	3.110.104
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1.046.179	(1.595.348)
Subventions d'investissement	3.205.057	4.090.105
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	32.845.979	32.524.793
Produits des émissions de titres participatifs		
Fonds dédiés sur ressources affectées	919.518	387.061
AUTRES FONDS PROPRES	919.518	387.061
Provisions pour risques	2.286.823	1.956.996
Provisions pour charges	831.405	722.736
PROVISIONS	3.118.228	2.679.732
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3.324.790	4.260.983
Emprunts et dettes financières divers	30.195	14.246
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.462.698	6.222.746
Dettes fiscales et sociales	8.344.549	6.462.396
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		128.842
Autres dettes	10.577.839	8.477.555
Bailleurs de fonds	43.305.357	52.622.131
Produits constatés d'avance	1.185.750	552.024
DETTES	71.231.177	78.740.922
Ecarts de conversion passif	365.457	191.643
TOTAL GENERAL	108.480.359	114.524.152

Résultat de l'exercice en centimes

1.046.179,09

Total du bilan en centimes

108.480.359,07

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>Nationaux</i>	<i>Internationaux</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Dons, legs et parrainages	54.635.138		54.635.138	50.570.059
Financements, organismes publics	83.410.206	56.495.509	139.905.715	118.786.587
Financements, organismes privés	13.112.172		13.112.172	10.743.778
Total des dons et financements	151.157.516	56.495.509	207.653.025	180.100.424
Production stockée			(48.382)	117.346
Production immobilisée			171.067	166.484
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			148.672	260.244
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges			808.170	1.362.014
Autres produits			8.241.029	7.126.703
PRODUITS D'EXPLOITATION			216.973.580	189.133.215
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			883.434	1.043.396
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(83.417)	(44.051)
Autres achats et charges externes			72.328.574	66.483.396
Impôts, taxes et versements assimilés			2.369.272	1.886.004
Salaires et traitements			72.007.218	62.449.528
Charges sociales			18.305.742	17.189.621
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3.038.870	2.665.407
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			18.824	5.763
Dotations aux provisions			1.206.974	843.088
Autres charges			44.564.709	38.098.093
CHARGES D'EXPLOITATION			214.640.199	190.620.246
RESULTAT D'EXPLOITATION			2.333.381	(1.487.031)
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				1.466
Autres intérêts et produits assimilés			89.211	73.612
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			498.938	810.891
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			588.149	885.969
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			650	
Intérêts et charges assimilées			115.175	141.282
Différences négatives de change			787.520	602.263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			903.346	743.546
RESULTAT FINANCIER			(315.197)	142.423
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2.018.184	(1.344.608)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25.853	71.769
Produits exceptionnels sur opérations en capital	19.328	31.077
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	45.180	102.846
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	155.552	285.115
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	129.924	97.103
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	13.460	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	298.936	382.218
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(253.756)	(279.372)
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	387.061	595.594
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	919.519	387.061
Impôts sur les bénéfices	185.792	179.901
TOTAL DES PRODUITS	217.993.970	190.717.624
TOTAL DES CHARGES	216.947.791	192.312.972
BENEFICE OU PERTE	1.046.179	(1.595.348)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	2019	2018	Variation
Don en nature	43.917	55.441	-11.524
Prestation de service	9.837.739	3.533.795	6.303.944
Personnel bénévole	103.259	95.087	8.172
PRODUITS	9.984.916	3.684.323	6.300.593
	2019	2018	Variation
Secours en nature	43.917	55.441	-11.524
Mise à disposition gratuite de biens	14.622		14.622
Prestation en nature	9.823.117	3.533.795	6.289.322
Personnel bénévole	103.259	95.087	8.172
CHARGES	9.984.916	3.684.323	6.300.593

Présentation du Réseau HI

Une mission de solidarité internationale

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Handicap International est colauréat du prix Nobel de la paix, en 1997, pour son action au sein de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel. Depuis 1999, l'organisation dispose du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies.

En 2008, le prix Nansen salue le travail des démineurs réalisé dans les projets d'action contre les mines au Sud-Liban.

En 2011, le prix humanitaire Conrad N. Hilton est décerné à l'association pour l'ensemble de son engagement auprès des personnes handicapées vivant dans des situations de pauvreté, d'exclusion, de conflits ou des catastrophes naturelles.

Sa structuration sous forme de Fédération et d'associations nationales, unique dans la sphère humanitaire, lui permet de réaffirmer sa capacité à mobiliser des moyens humains et financiers pour une cause collective : la lutte contre les injustices faites aux populations les plus vulnérables.

Le Réseau Fédéral HI

Créé en 2009, il regroupe la Fédération et huit Associations Nationales. L'Institut HI créée en 2015 a intégré ce réseau.

La Fédération assure la cohésion du réseau, la cohérence d'action et la stratégie globale et porte la mise en œuvre des missions sociales communes au réseau fédéral.

L'ensemble des associations nationales assume des rôles et responsabilités similaires : contribuer au développement des actions sur le terrain en mobilisant les ressources nécessaires, représenter le réseau dans son pays d'implantation et participer aux instances de gouvernance de la Fédération.

Les Associations Nationales membres du réseau sont : France (1982, association fondatrice), Belgique (1986), Suisse (1996), Luxembourg (1997), Allemagne (1998), Royaume-Uni (1999), Canada (2003), et Etats-Unis (2006).

Chaque association membre est représentée au sein de l'Assemblée Générale de la Fédération, qui élit le Conseil d'Administration fédéral.

Ce réseau fédéral permet à HI de développer et de diversifier :

- ses ressources financières, institutionnelles et privées ;
- ses ressources humaines, par le recrutement de volontaires et de salariés expatriés ;
- ses compétences techniques, par l'apport de nouveaux savoir-faire.

Le mouvement Handicap International devient Humanité & Inclusion

A l'occasion de ses 35 ans, le mouvement mondial Handicap International a changé de nom pour devenir Humanité & Inclusion. Ce nouveau nom est basé sur l'affirmation d'une valeur centrale pour notre organisation, la valeur d'humanité. Il exprime également l'ambition qui motive nos actions depuis trente-cinq ans : l'inclusion des personnes handicapées et des populations vulnérables, trop souvent laissées pour compte.

Notre vision

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Notre mission

HI est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Notre mode d'intervention

Elle intervient aussi bien dans des contextes d'urgence, de post-urgence, de reconstruction, que de développement. Dès que cela est possible, HI travaille en partenariat avec les associations locales et les autorités du pays dans lequel elle intervient.

Les bénéficiaires

Dans 61 pays, HI agit auprès des populations exposées aux risques de maladies, de violences ou d'accidents invalidants, auprès des populations vulnérables et en particulier les personnes handicapées et les personnes vivant avec des maladies chroniques invalidantes, auprès des populations réfugiées ou sinistrées et auprès des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

Nos valeurs

Humanité

La valeur d'humanité est le socle de notre action de solidarité. Nous considérons chaque personne, sans discrimination et reconnaissons à chacun sa dignité. Notre action est empreinte de respect, de bienveillance et d'humilité.

Inclusion

Nous promovons l'inclusion de chacun dans la société et la participation de tous, dans le respect de la diversité, de l'équité et des choix de chacun. Nous reconnaissons la différence comme une richesse.

Engagement

Nous nous engageons avec détermination, enthousiasme et audace, à développer des réponses adaptées, pragmatiques et innovantes. Nous agissons et mobilisons autour de nous pour combattre les injustices.

Intégrité

Nous agissons de manière indépendante, professionnelle, désintéressée et transparente.

Faits significatifs comptable de l'exercice

✓ **Indemnités de fin de contrats à durée déterminée au personnel national :**

HI a mis en place ces dernières années une politique de ressources humaines volontariste, et la stratégie 2016-2025 vise à la renforcer, en nous positionnant comme un employeur de choix parmi les acteurs de la solidarité internationale. Nous souhaitons attirer et fidéliser des talents.

Le déploiement de cette politique a eu, entre autres, comme conséquence l'augmentation de la durée moyenne des contrats de travail, notamment pour les contrats du personnel national dans nos pays d'intervention.

C'est pourquoi nous avons commencé en 2019, à comptabiliser à hauteur de 1.6M€ les indemnités de fin de contrats à durée déterminée dues au personnel national pour tous les contrats se terminant après 2019.

Evènements postérieurs à la date de la clôture de l'exercice

Les mesures de contraintes décidées par l'ensemble de nos pays d'intervention dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus nous ont amenés à réduire voir à stopper certaines de nos activités. Partout où les conditions le permettent, nos équipes adaptent leurs activités pour lutter contre la pandémie. Les modalités d'interventions sont revues, de nouveaux projets sont créés. Notre mot d'ordre : prévenir la propagation du virus et agir sur les effets de cette crise, avec une attention essentielle pour les personnes les plus vulnérables, qui comptent parmi les plus pauvres et exclues de nos pays d'intervention.

A ce jour, les conséquences qui en découlent sur la santé financière de notre association sont difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur notre volume d'activités, et sur l'impact de cette crise sur nos ressources financières privées et publiques.

Par ailleurs, du fait de la limitation de circulation des personnes et de la mise en place du confinement en France et en Belgique, nous avons généralisé pour une période temporaire préventive le télétravail à nos collaborateurs avec accès distant à nos serveurs et système de visioconférence pour les réunions à distance. Nous avons donc mis en place le système de chômage partiel à compter du 23/03/2020 en France et du 30/03/2020 en Belgique.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles à long terme liées à ces évènements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci-avant, il se peut que des effets négatifs, puissent affecter notre activité et notre trésorerie à court terme sur l'exercice 2020. Pour cette raison, nous avons d'ores et déjà activé l'ensemble des dispositifs d'aides qui nous sont accessibles afin de préserver au mieux nos ressources dans un principe de prudence.

Périmètre et méthode de combinaison des comptes

La combinaison a porté sur les associations nationales suivantes :

- Handicap International Fédération
- Handicap International France
- Handicap International Allemagne
- Handicap International Canada
- Handicap International Luxembourg
- Handicap International Grande Bretagne
- Handicap International Suisse
- Handicap International Belgique
- Handicap International USA
- L'Institut HI Suisse

Les comptes sociaux de chaque association nationale ont fait l'objet de certification par leur commissaire aux comptes respectifs.

Les Associations Nationales Handicap International sont des Organisations de Solidarité Internationale.

Leur objet est défini comme suit :

« Aider des personnes en situation de déficience ou de handicap quelles qu'en soient la nature et la cause, sur le territoire national et dans toutes les régions du globe. Il entre également dans l'objet de l'association de mettre en œuvre toute action de prévention des situations de handicap dans des domaines médicaux, scientifiques, sociaux, techniques et juridiques.

L'association pourra décider d'accorder son soutien humain, matériel et financier à d'autres expériences associatives, qu'elles soient françaises ou étrangères, dont l'activité permettrait la mise en œuvre d'actions communes pouvant aboutir à la réalisation de programmes pluridisciplinaires.

Enfin, l'association pourra rendre compte ou rendre publique toute situation qui serait contraire aux Droits de l'Homme. Elle pourra également s'associer à toute initiative semblable émanant d'un autre organisme. »

La combinaison a consisté à :

- Convertir les comptes sociaux, le bilan de chaque association nationale a été convertie aux taux Banque de France en date du 31 décembre 2019 et le compte de résultat au taux moyen annuel InfoEuro 2019.
- Cumuler les comptes sociaux de toutes les entités
- Eliminer les opérations réciproques,
- Homogénéiser les retraitements comptables des différentes entités selon le PCG appliqué dans les comptes de la Fédération Handicap International.

Les principes adoptés pour le retraitement des écarts résultant des différences de comptabilisation des charges et produits réciproques sont les suivants :

- Les charges transférées par une Association nationale et non comptabilisées par l'autre, en partie ou en totalité, sont portées dans les comptes de charges combinés,
- Les produits rétrocédés par une association nationale et non comptabilisés par l'autre, sont portés dans les comptes de produits combinés,
- Concernant les rétrocessions de financements affectés par les associations nationales étrangères aux programmes gérés par la Fédération, et en respect du principe de prudence, la méthode de retraitement adoptée est la suivante :
- lorsque la fédération a affecté et comptabilisé un financement inférieur, la différence de charge de l'association nationale étrangère a été régularisée,
- lorsque l'association nationale étrangère a affecté et rétrocédé un financement inférieur à celui comptabilisé par la fédération, la différence de produit comptabilisé par la fédération a été régularisée.

Mission de la Fédération

Pour l'ensemble du réseau fédéral, et de manière exclusive, la Fédération est chargée par ses membres, de la mise en œuvre opérationnelle des projets de solidarité internationale, ainsi qu'à l'échelon international du plaidoyer et de l'action politique, de l'élaboration de la stratégie pluriannuelle, de l'élaboration des politiques et règles de fonctionnement communes.

Mission des associations membres

Les Associations Nationales représentent Handicap International dans leur pays d'implantation et participent à la réalisation des objectifs du réseau fédéral. Elles mobilisent des ressources financières, techniques et humaines au bénéfice des programmes mise en œuvre par la Fédération, contribuent au développement de l'image et de la notoriété de Handicap International au travers d'actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public, et portent les valeurs et les prises de position du réseau fédéral.

Principes comptables, méthodes d'évaluation

Tous ces retraitements sont à l'origine d'écarts sur les charges et produits combinés et ont, de ce fait, un impact non significatif sur le résultat de la combinaison.

Les comptes sociaux des associations nationales étrangères ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans chaque pays et en cohérence avec les principes appliqués par la fédération, entité française.

Dans le cadre du respect de ces principes, nous avons retraité la subvention d'investissement de 245 K€ qui a été constituée par l'association nationale luxembourgeoise pour financer l'achat de locaux, celle-ci n'ayant pas pour base une subvention identifiée.

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables suivantes, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation :

- PCG 2014, règlement ANC 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-7 du 4 novembre 2016,
- Adaptations prévues par le règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les comptes combinés sont exprimés en euros.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Elles correspondent principalement à des logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée moyenne de trois ans.

Dans les immobilisations incorporelles, il est intégré le projet HIZY de l'Association nationale France pour un montant de 359K€.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur valeur vénale lorsque ces biens sont donnés gratuitement à l'association.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	6 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	2 à 20 ans
Matériels et outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Mobilier et matériel électroménager	4 à 10 ans
Matériel audiovisuel	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans

Pour les investissements réalisés à la fédération pour les programmes, le seuil de traitement en actif immobilisé est fixé à 1.500 euros, par investissement.

Depuis janvier 2019, le seuil des investissements pour les sièges de Lyon et de Bruxelles est identique à celui des programmes, à savoir 1.500 euros, par investissement.

Les locaux acquis en 2001 par l'association nationale Luxembourg sont amortis en mode linéaire sur une durée de 25 ans.

Dans les immobilisations corporelles il est intégré l'achat des nouveaux locaux de Handicap International en France en date du 1^{er} juin 2014 pour un montant total de 8 M€ réparti pour 6.6 M€ en catégorie « construction » et 1.4 M€ en catégorie « terrain ». Cet immeuble est financé en parallèle par un emprunt bancaire de 8 M€.

En décembre 2019, la valeur nette comptable de ce poste construction est de 4.8 M€ pour l'entité fédérale.

Il est également intégré dans les immobilisations corporelles les travaux d'aménagement liés à l'achat de l'immeuble pour un montant de 3.2 M€. Ces travaux sont financés en parallèle par un emprunt de 3.2 M€.

74% de ce montant est intégré dans la catégorie Agencement pour 2.36 M€ avec une valeur nette comptable de 1.63M€ en décembre 2019.

En Novembre 2017, un remboursement anticipé de 2.40 M€ a été effectué pour diminué la durée de l'emprunt et donc l'intérêt d'emprunt à rembourser.

c) Immobilisations financières

Ce poste est constitué principalement des dépôts et cautionnements versés par :

- Le Siège d'Handicap International et les associations nationales pour un montant de 112 K€
- Les programmes à l'étranger d'Handicap International pour un montant de 593 K€.

En 2018, la fédération Hi a également souscrit un contrat de capitalisation 100% en fonds euro de 500 K€ auprès de l'assureur CARDIF. Ce placement s'inscrit dans le cadre de la politique prudente de placement de l'organisation et offre une rémunération supérieure au DAT, comptes sur livret et comptes rémunérés pour l'année 2019.

Ce poste intègre également 100k€ lié à la constitution en 2017 de la SAS Agora Digitale.

d) Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis, de marchandises et de matériaux sont valorisés au dernier prix d'achat connu. Compte-tenu de la faible évolution des prix d'achat, cette méthode est très proche de celle qui consiste à valoriser les stocks au coût moyen pondéré.

Le stock est constitué principalement d'un stock de kits d'urgence à la Fédération qui s'élève en 2019 à 554K€.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Font exception à cette règle, les stocks de fournitures et matériaux relatifs à des abris réalisés par l'association, mais destinées à être attribuées aux bénéficiaires à la fin du projet, de ce fait, ni la propriété, ni l'utilisation ne reviennent à l'association.

Par ailleurs, ces abris sont totalement financés par des bailleurs institutionnels. Ainsi, la totalité des dépenses relatives à ces constructions est enregistrée en charges et le financement correspondant en produits.

e) Créances et dettes

Ce poste est constitué par les créances et dettes auprès des bailleurs de fonds, clients, fournisseurs et autres tiers.

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

➤ Ce poste intègre également les avances de trésorerie consenties au profit des missions à l'étranger. Ainsi, le total mentionné à la rubrique « **Avances Missions** » correspond au montant existant en trésorerie à la date de clôture de l'exercice pour l'ensemble des programmes.

Bien que ce poste soit constitué par les liquidités disponibles dans chaque mission, ces sommes ne sont pas destinées à être récupérées par le siège de l'association mais seront justifiées par des dépenses futures et donc exclusivement utilisées dans le cadre de la mission.

La présentation dans ce poste de bilan traduit donc l'indisponibilité de ces sommes pour le siège de l'association.

Lorsque des opérations sont effectuées en devises, la méthode de conversion utilisée est la suivante :

- Les transferts effectués à l'étranger sont convertis selon le résultat du change effectué par la banque.

- L'ensemble des dépenses et recettes libellées en devise, font l'objet d'une conversion au taux InforEuro du mois de la dépense.

Les créances et dettes libellées en devises étrangères à la clôture de l'exercice sont converties sur la base du cours des devises en vigueur à la date de clôture.

L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous la rubrique « écart de conversion ».

Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

f) Financements

Ce sont des subventions attribuées par des bailleurs institutionnels d'origine publique et privée, et destinées à financer la mise en œuvre des missions sociales. Un accord de financements est établi entre l'association et le bailleur de fonds, qui définit la période de référence (inférieure, égale ou supérieure à un an), les activités financées et les obligations de justification des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- soit, par le rapport financier lorsque celui-ci est réalisé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits correspond aux dépenses effectivement justifiées,
- soit, par une évaluation des dépenses engagées dans la période de référence du contrat, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. Ceci est notamment le cas des financements pluriannuels.

Etant donné les délais d'instruction relativement longs concernant certaines demandes de financement, il arrive que, tout en ayant une confirmation de l'octroi du financement, elle ne soit pas matérialisée par une confirmation écrite (signature du contrat de financement ou décision d'accord établie par le bailleur des fonds).

Dans ce cas, le financement est constaté en produits à recevoir, mais une provision pour risques à la même hauteur, est comptabilisée en charges de l'exercice.

Enfin, la part du financement encaissée au cours de l'exercice, mais non utilisée, est comptabilisée en dettes au passif du bilan, ceci traduisant, soit le report sur l'exercice suivant, soit l'obligation de remboursement au bailleur lorsque le contrat arrive à terme dans l'exercice.

g) Subvention d'investissement

Ce poste est constitué par les financements reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations dans les missions sociales gérées par la Fédération et comptabilisées à l'actif du bilan. Ces financements ne sont alors pas comptabilisés en produit d'exploitation.

Ces subventions sont réintégrées au résultat de l'exercice selon le même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles se rapportent.

Le profit ainsi constaté est inscrit en partie en produit d'exploitation qui vient compenser l'amortissement correspondant et en partie en produit exceptionnel qui vient compenser la charge exceptionnelle comptabilisée pour les immobilisations cédées ou sorties et non complètement amorties.

h) Fonds dédiés

Cette rubrique du passif enregistre, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des donateurs, mécènes ou légataires à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée dans l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, lorsque l'association reçoit, durant un exercice donné, des fonds affectés par le donateur à des actions précises des missions sociales et que ces fonds ne sont pas utilisés au cours de l'exercice, la ressource ainsi générée par ces fonds est annulée par une charge du même montant dans le compte de résultat et affectée en « fonds dédiés ».

L'utilisation de ces fonds durant les exercices suivants génère alors un produit dans le compte de résultat de chaque exercice concerné pour le montant effectivement consommé et donne lieu à une diminution du poste « fonds dédiés » au bilan pour la même valeur.

Les subventions provenant de bailleurs institutionnels, d'origine publique ou privée, encaissées mais non utilisées en totalité au cours de l'exercice, sont inscrites dans la rubrique « Bailleurs de fonds » au passif du bilan.

En effet, un financement n'est définitivement acquis pour l'association que lorsqu'il a été utilisé et justifié dans le respect du cadre contractuel qui gère les relations entre l'association et le bailleur.

Au cas contraire, ces sommes feront alors l'objet d'un remboursement au bailleur.

i) Régime fiscal

Les différentes associations nationales Handicap International bénéficient du statut d'association à but non lucratif et ne sont donc pas imposées sur l'excédent dégagé par leur exploitation.

Cependant, suite aux directives fiscales parues en 1998 et à l'étude effectuée par l'Administration française sur les activités développées par l'association nationale France, une partie accessoire de celles-ci a été assujettie aux impôts commerciaux à compter de l'exercice 2000, à ce titre, l'impôt sur les bénéfices lié à cette fiscalisation et comptabilisé en charge s'élève à 161.528 € pour l'année 2019.

La Fédération a quant à elle été assujettie sur les revenus des capitaux mobiliers pour 13 012€ en 2019.

j) Valorisation des contributions en nature

En conformité avec la réglementation comptable des associations, les contributions volontaires ont été inscrites en comptabilité en pied du Compte de résultat sous des rubriques spécifiques.

Le montant de ces contributions s'élève à 9 984 916 € pour cet exercice.

Les contributions relatives aux campagnes d'affichage et aux frais de publicité (spots radio, TV...) effectuées à titre gratuit au profit de l'association et non comptabilisées, s'élèvent quant à elles à 1.232.794 €.

Le montant des valorisations toujours liés aux campagnes d'affichage mais non valorisés dans nos comptes s'élève quant à elle à 1.538.444 € (pas de factures).

Elles sont assimilables à des financements du fait de leur volume et de leur impact pour l'association.

k) Legs à recevoir

Les legs constatés en produits sont ceux qui ont été encaissés dans l'année, soit 8.181.657 €

Le montant des legs, acceptés par l'association, autorisés par l'administration, mais non encore réalisés à la clôture de l'exercice, s'élève à 2.801.842 € et celui des assurances vie à 204.373€ pour l'association nationale France. Par prudence, cet encours n'est comptabilisé ni en produits, ni au bilan de l'exercice, il le sera une fois l'encaissement intervenu.

l) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées en fonction des risques connus estimés à la date de clôture.

Concernant les 781K€ de reprises de provision pour risques et charges de cette année, 677K€ de reprises ont été utilisées et 104K€ de reprises non utilisées.

m) Engagements hors bilan

Seuls, les engagements hors bilan significatifs sont détaillés ci-après et concernent essentiellement la fédération et Handicap International France.

- Engagements donnés :

- L'évaluation des passifs sociaux latents relatifs aux programmes et correspondant aux indemnités acquises par les personnels locaux à la date de clôture et qui seraient à verser en cas de fermeture des programmes concernés s'élève à 5.510K€ pour l'entité fédérale.

- Les indemnités retraites acquises par les salariés des sièges présents à la date de clôture sont estimées à 373 K€ pour les salariés de la Fédération et 62 K€ pour les salariés de Handicap International France. Cet engagement n'a pas été constaté sous forme de provision.
- Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :
 - **hypothèses économiques**
 - départs volontaires
 - taux d'actualisation : 1.1 %
 - augmentation annuelle des salaires : 1 %
 - taux de charges sociales : 45 %
 - âge de départ à la retraite :
 - a. si le salarié a un âge inférieur ou égal à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 67 ans
 - b. si le salarié a un âge supérieur à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 62 ans
 - **hypothèses démographiques**
 - taux de rotation du personnel :
 - a. Si le salarié a un âge inférieur à 50 ans, selon le taux de rotation moyen par catégorie de salariés
 - b. Si le salarié a un âge supérieur ou égal à 50 ans, le taux de 0% de rotation de personnel.
 - table de mortalité :
 - a. Si le salarié a un âge inférieur ou égal à 60 ans, selon la table de mortalité issue des données de l'INSEE,
 - b. Si le salarié a un âge supérieur à 60 ans, alors 100%.
 - Engagements reçus :
 - En 2018, le bail du bureau de Paris a été renouvelé au nom de la Fédération Handicap International. A ce titre, la Fédération a reçu une caution du LCL pour un montant de 208.244€.
 - Prêt pour l'achat de l'immeuble : le remboursement est garanti par les suretés suivantes prises par actes séparés :
 - Caution du département du Rhône à hauteur de 1 955 274.60€
 - Caution de la ville de Lyon à hauteur de 977 637.30€

- Prêt pour travaux de l'immeuble : le remboursement est garanti par les suretés suivantes prises par actes séparés :
 - Caution du département du Rhône à hauteur de 1 346 735.82€
 - Caution de la ville de Lyon à hauteur de 673 367.91€

- En 2019, la Fédération a reçu 2 garanties de préfinancement du LCL pour un montant de 46 296.11 € et de 45 832.94 € pour le Burkina Faso. Contrats de subvention financés par la Coopération Italienne

Les engagements détaillés ci-dessus, n'intègrent pas les engagements de l'ensemble du réseau d'Handicap International incluses dans le périmètre de consolidation. Ces informations ne concernent que le personnel d'Handicap International France et de la fédération.

ANNEXES

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2.486.045		563.948
Terrains	1.400.000		
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	7.451.894		
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	2.161.493		1.102.595
Installations générales, agencements, aménagements	3.365.607		26.143
Matériel de transport	7.606.916		713.466
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2.289.199		146.301
Autres immobilisations corporelles	695.074		54.021
Immobilisations corporelles en cours	891.828		349.612
Avances et acomptes	27.453		353.711
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25.889.463		2.745.849
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	100.650		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1.245.885		646.921
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1.346.535		646.921
TOTAL GENERAL	29.722.042		3.956.718

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	56.433	5.359	2.988.201	
Terrains			1.400.000	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			7.451.894	
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels		369.770	2.894.318	
Installations générales, agencements divers		2.300	3.389.450	
Matériel de transport		1.083.581	7.236.801	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		127.266	2.308.234	
Emballages récupérables et divers		86.015	663.080	
Immobilisations corporelles en cours	826.043		415.397	
Avances et acomptes	136.097		245.067	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	962.140	1.668.931	26.004.241	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		500	100.150	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		677.076	1.215.730	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		677.576	1.315.880	
TOTAL GENERAL	1.018.573	2.351.867	30.308.321	

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1.557.938	187.997	5.359	1.740.576
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	2.110.347	352.940		2.463.287
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1.354.494	651.346	360.877	1.644.963
Installations générales, agencements et aménagements divers	1.006.082	189.652	2.300	1.193.434
Matériel de transport	4.549.485	1.302.770	972.993	4.879.261
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1.671.249	263.948	114.180	1.821.017
Autres immobilisations corporelles	547.436	91.101	86.271	552.267
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11.239.092	2.851.758	1.536.621	12.554.229
TOTAL GENERAL	12.797.030	3.039.755	1.541.980	14.294.804

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Autres immo							
CORPOREL.							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	348.451 2.331.281	358.844 861.387	348.451 433.283	358.844 2.759.385
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2.679.732	1.220.231	781.734	3.118.228
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	6.385 26.989	650 18.824	196 24.495	650 6.189 21.318
DEPRECIATIONS	33.375	19.474	24.691	28.157
TOTAL GENERAL	2.713.107	1.239.705	806.426	3.146.386
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		1.225.797 650 13.460	808.170	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Projets associatifs	26.668.653		3.919.175	22.749.478
Fonds collectés auprès du public affectés et non utilisés		2.604.153		2.604.153
Réserves statutaire	6.098			6.098
Autres réserves	245.181		30.648	214.533
Report à nouveau	3.110.104		89.623	3.020.481
Résultat de l'exercice	-1.595.348	1.046.179	-1.595.348	1.046.179
TOTAUX FONDS PROPRES	28.434.688	3.650.332	2.444.098	29.640.922
Subvention d'investissement	4.090.105	-601.021	284.026	3.205.057
TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS	32.524.793	3.049.310	2.728.124	32.845.979

VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Subventions missions	9.680.431	1.066.175	1.171.538	9.575.068
Autres subvention				
TOTAL SUBVENTIONS	9.680.431	1.066.175	1.171.538	9.575.068
(-) Quote part viré au compte de résultat	5.590.324	1.667.196	887.511	6.370.009
SUBVENTIONS NETTES	4.090.107	-601.021	284.026	3.205.059

VARIATION DES FONDS DEDIES

	Début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture d'exercice
Yemen		142.984		142.984
Mozambique		20.469		20.469
Madagascar		47.242		47.242
Cambodge	88.107	448.490	88.107	448.490
Laos		56.615		56.615
Burkina Faso - Niger		17.823		17.823
Kenya		23.429		23.429
Mali		25.516		25.516
Nepal		56.575		56.575
Pakistan	11.370		11.370	
Ethiopie	26.187		26.187	
Crise Syrienne	29.741		29.741	
Indonésie	79.054		79.054	
Projet Santé Maternelle et Infantile	92.230	32.965	92.230	32.965
Projet Education	6.183		6.183	
Projet Inclusive Education	1.689		1.689	
Projet EFI (Chine et Turquie)	20.000		20.000	
Projet Impression prothèses 3D	7.500		7.500	
Projet HIZY	25.000		25.000	
Autres projets Département Technique		47.411		47.411
	387.061	919.519	387.061	919.519

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			1.215.730
Autres immobilisations financières	1.215.730		
Clients douteux ou litigieux	7.150	7.150	
Autres créances clients	1.209.718	1.209.718	
Baillleurs de fonds	15.378.396	15.378.396	
Personnel et comptes rattachés	45.344	45.344	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	25.809	25.809	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	3.372	3.372	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	6.243	6.243	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : divers	40.000	40.000	
Groupe et associés	6.102	6.102	
Débiteurs divers	27.398.053	27.398.053	
Charges constatées d'avance	1.772.007	1.772.007	
TOTAL GENERAL	47.107.924	45.892.194	1.215.730
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine			2.345.614	
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	3.302.010	956.396		
Emprunts et dettes financières divers	52.974	52.974		
Fournisseurs et comptes rattachés	4.462.698	4.462.698		
Personnel et comptes rattachés	4.070.141	4.070.141		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3.768.722	3.768.722		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	44.398	44.398		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	461.288	461.288		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	2.439	2.439		
Autres dettes	10.575.400	10.575.400		
Baillleurs de fonds	43.305.357	43.305.357		
Produits constatés d'avance	1.185.750	1.185.750		
TOTAL GENERAL	71.231.177	68.885.563	2.345.614	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2019

PRODUITS A RECEVOIR	3.981.932,28
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	266,08
418000 Clients factures à établir	266,08
AUTRES CREANCES	3.981.666,20
409800 Fournisseurs Avoirs à recevoir	226.093,36
468700 Produits à recevoir	2.647.635,55
468710 Dons à recevoir	1.107.937,29
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	3.981.932,28

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2019

CHARGES A PAYER	14.817.765,60
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	22.779,44
168800 Intérêts courus sur emprunt	22.779,44
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	1.469.148,56
408000 Fournisseurs factures non parvenues	1.469.148,56
DETTES FISCALES ET SOCIALES	5.550.677,40
428000 Personnel charges à payer	54.274,11
428200 Personnel congés à payer	1.893.023,90
428600 Personnel RTT à payer	160.778,57
428610 Personnel CET à payer	697.284,82
428620 Personnel Indemnités fin CDD	1.129.805,44
438000 Organismes sociaux charge à payer	9.837,91
438200 Charges sociales s/ congés à payer	492.912,12
438400 Charges sociales s/ RTT à payer	71.231,01
438610 Charges sociales s/ CET à payer	321.733,77
438620 Charges sociales s/ Indemnités fin CDD	538.252,45
448200 Charges fiscales s/ congés à payer	67.476,11
448300 Charges fiscales s/ RTT à payer	10.333,07
448610 Charges fiscales s/ CET à payer	43.269,30
448620 Charges fiscales s/ Indemnités fin CDD	60.464,82
AUTRES DETTES	7.775.160,20
468600 Charges à payer Siège	584.002,71
468610 Charges à payer Terrain	7.191.157,49
TOTAL DES CHARGES A PAYER	14.817.765,60

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2019

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1.772.007,04
EXPLOITATION	1.772.007,04
486000 Dépenses Siège	791.456,78
486010 Dépenses Terrain	847.528,49
486020 Dépenses Mailing	133.021,77
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(1.185.749,57)
EXPLOITATION	(1.185.749,57)
487000 Produits constatés d'avance	(1.185.749,57)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	586.257,47

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

<i>Nature des charges</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Dotations financières aux amortissements et provision		
- Dotations aux prov.pour dépréciation des créances sur participation	650	
- Dotations aux prov. pour risques et charges financières		
- Dotations aux prov. pour dépréciation des V.M.P.		
Intérêts et charges assimilées		
- Intérêts sur emprunts	114.016	140.134
- Intérêts bancaires	1.159	1.148
- Perte sur créances liées à des participations		
Différences négatives de change	787.520	602.263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	903.346	743.546

<i>Nature des produits</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts comptes bancaires	89.041	73.612
- Revenus de titres de placements	170	1.466
- Revenus des prêts		
Reprises sur provisions et transfert de charges		
- reprise sur provision pour risques et charges financières		
- Reprise sur provision pour dépréciation V.M.P.		
- Reprise sur provision pour dépréciation immo financière		
Différences positives de change	498.938	810.891
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	588.149	885.969

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>Nature des charges</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Sur opérations de gestion		
- Financements sur exercices antérieurs	127.556	100.604
- Transfert soutien HIB		
- Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	27.996	184.511
- Créances devenues irrécouvrables		
- Charges exceptionnelles sur restructuration		
Sur opérations en capital		
- Valeur nette des éléments d'actifs cédés	129.924	97.103
Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels	13.460	
TOTAL	298.936	382.218

<i>Nature des produits</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2018</i>
Sur opérations de gestion		
- Financements sur exercices précédents	4.452	9.316
- Produits sur exercices antérieurs		
- Autres produits exceptionnels sur opération de gestion	21.401	62.453
Sur opérations en capital		
- Produits de cession d'éléments d'actifs	19.328	31.077
- Quote-part des subventions virée au compte de résultat		
Reprise sur provisions pour risques et charges exceptionnels		
TOTAL	45.180	102.846

Ventilation des Effectifs de l'Association - Réseau Fédéral 2019

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par les sièges de l'association

Par personnel mis à disposition, on entend personnel détaché ou prêté par l'association

Effectif Moyen	2019
Permanents Sièges :	425,6
Salariés siège du Réseau Fédéral Handicap International	420,5
Expatriés affectés siège Fédération Handicap International	5,2
Personnel mis à Disposition à d'autres Structures :	-
Mis à disposition pour l'Espace Rhône Alpes Coopération (ERAC)	
Personnel Missions :	410,4
Volontaires affectés Programmes	7,2
Salariés affectés Programmes	63,9
Salariés Expatriés affectés Programmes	339,3
TOTAL	836,0

Ces effectifs sont calculés en équivalent temps plein.

Compte Emplois - Ressources

Compte d'emploi des ressources - 2019

en milliers d'euros		EMPLOIS	Emplois de 2019 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2019 (3)	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2019 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2019 (4)
					REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		8.871,6
1-	*MISSIONS SOCIALES		180.292,7	31.340,4	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	52.868,4	52.868,4
	1.1. Réalisées au niveau national		9.244,5	4.794,6	1.1. Dons et legs collectés	52.000,4	52.000,4
					- Dons manuels non affectés	36.362,1	
					- Dons manuels affectés	7.456,6	
					- Legs et autres libéralités non affectés	8.175,0	
					- Legs et autres libéralités affectés	6,7	
	1.2. Réalisées à l'étranger		171.048,1	26.545,9	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	868,1	868,1
2-	FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		19.914,0	16.201,1			
	2.1. Frais d'appel à la générosité du public		15.974,3				
	2.2. Charges liées à la recherche des subventions et autres concours & publics, et des autres fonds privés		3.939,7				
	2.3.						
3-	FRAIS DE FONCTIONNEMENT		12.815,9	1.481,3			
I-	TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT		213.022,5	49.022,9		216.804,5	
II-	DOTATIONS AUX PROVISIONS		3.005,7			802,4	
III-	ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		919,5			387,1	
IV-	EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		1.046,2			0,0	-264,2
	V - TOTAL GENERAL		217.994,0		VI - TOTAL GENERAL	217.994,0	61.475,8
V-	Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public			1.328,7			
VI-	Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public			-981,5			
VII-	Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public			49.370,1	VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		-49.370,1
					SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		12.105,8
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
	Missions sociales		5.763,5		Bénévolet	103,3	
	Frais de recherche de fonds		2.703,2		Prestations en nature	9.823,4	
	Frais de fonctionnement et autres charges		1.518,2		Dons en nature	56,2	
	Total		9.984,9		Total	9.984,9	

Détail des valorisations par secteurs d'activités (en milliers d'euros)

EMPLOIS - EVALUATION DES CONTRIBUTIONS		2019	2018
EN NATURE			
MISSIONS SOCIALES		5.763,5	774,4
Réalisées à l'étranger		58,1	42,2
Dépenses de mise en œuvre		58,1	42,2
Contribution en nature		0,0	26,8
Personnel bénévole		58,1	15,4
Gestion des missions à l'étranger		0,0	0,0
Personnel bénévole		0,0	0,0
Réalisées au niveau national		5.705,4	732,2
Contribution en nature		23,9	19,7
Mise à disposition de matériel/véhicules		0,0	0,3
Prestations gratuites		5.681,5	712,2
Personnel bénévole		0,0	0,0
Mise à disposition du personnel		0,0	0,0
FRAIS DE RECHERCHE DES FONDOS		2.687,0	1.324,8
Frais d'appel à la générosité publique		2.687,0	1.241,2
Frais de collecte des dons et parrainages		108,3	13,1
Prestations gratuites		100,0	0,0
Personnel bénévole		8,3	13,1
Frais relatifs à d'autres formes d'appel		2.578,7	1.228,1
Contribution en nature		0,2	2,5
Prestations gratuites		2.557,1	1.210,1
Mise à disposition de matériel/véhicules		0,0	0,0
Personnel bénévole		21,4	15,5
Frais de recherche de subventions publiques et privés & autres concours publics		0,0	83,6
Prestations gratuites		0,0	73,2
Mise à disposition du personnel		0,0	10,4
Mise à disposition de matériel/véhicules		0,0	0,0
FRAIS DE FONCTIONNEMENT		1.534,4	1.585,1
Frais d'information et de communication		310,3	1.215,6
Contribution en nature		20,1	1.215,6
Prestations gratuites		276,7	0,0
Personnel bénévole		13,6	
Services généraux et charges diverses		1.224,1	369,5
Contribution en nature		14,1	6,5
Prestations gratuites		1.208,1	312,0
Personnel bénévole		1,9	51,1
TOTAL EMPLOIS		9.984,9	3.684,3

RESSOURCES - EVALUATION DES CONTRIBUTIONS		2019	2018
EN NATURE			
Contribution en nature & services		8.677,8	1.268,2
Dons en nature		74,3	0,0
Contribution Organismes publics		0,0	0,0
Contribution Organismes privés		1.232,8	2.416,1
TOTAL RESSOURCES		9.984,9	3.684,3

Règles et méthodes comptables d'établissement du Compte d'emplois-ressources

1. Compte d'Emplois des Ressources et rubriques utilisées

Le Compte d'Emplois des Ressources (CER) combiné intègre l'ensemble des emplois et des ressources engagés par le Réseau HI, concernant les missions sociales réalisées à l'étranger aussi bien qu'au niveau national, dans les pays des associations constituant le réseau HI. Il est établi selon la réglementation relative au contrôle des opérations faisant appel à la générosité publique (décret n° 92-1011 du 17/9/92) et en conformité avec le CRC 2008-12, qui fixe la nouvelle réglementation comptable applicable au Compte d'Emplois des Ressources à compter de l'exercice 2009 et jusqu'au 31/12/2019. En effet, à compter du 1^{er} janvier 2020, l'association appliquera le nouveau règlement 2018-06. L'analyse des changements et impacts sont en cours d'analyse.

Il respecte le plan comptable applicable aux associations et fondations, qui préconise la constitution d'une provision pour charges, à hauteur des ressources dédiées aux programmes et non utilisées dans l'exercice. Cette provision matérialise ainsi l'obligation de l'association d'utiliser ces fonds conformément aux engagements pris auprès des donateurs.

Le CER combiné est établi par l'entité fédérale française, à partir des données analytiques de chaque entité du réseau. Lorsque les méthodes comptables des Associations Nationales étrangères diffèrent de la norme française, des retraitements sont alors effectués, afin de respecter la cohérence globale. C'est le cas notamment, des fonds dédiés gérés par l'association nationale belge.

Les Conseils d'Administration de Handicap International France et de la Fédération HI ont statué sur l'évolution des méthodes de présentation et d'évaluation du CER 2019 lors des séances du 09 juin 2020 pour le C.A de HI France et du 10 juin 2020 pour le C.A. de la Fédération HI.

Ajustements des règles d'établissement du Compte d'Emplois des Ressources (CER) 2019 :

- Les recettes et les coûts générés par les activités de commerce solidaire étaient rattachés dans le CER aux ressources collectées auprès du public et aux frais d'appel à la générosité du public. Les recettes et coûts générés par les activités de commerce solidaire sont désormais classés dans le CER d'une part à la rubrique « Autres fonds privés » et d'autre part à la rubrique « Charges liées à la recherche des autres fonds privés ». Ce montant s'établit à 3.060 K€ pour les ressources et 1.712 K€ pour les charges au 31.12.2019.
- Les règles d'imputation analytique des frais généraux et des opérations de plaidoyer ont été revues ou justifiées plus précisément.
- Les règles d'affectation de la contribution aux frais administratifs octroyés par les bailleurs ont été revues.
- La quote-part des produits financiers générés par des fonds issus de la générosité du public a été retraité et classé de la rubrique « Autres Produits » vers la rubrique « Ressources collectées auprès du public ». Ce montant s'établit à 17 K€ au 31.12.2019.

2. Contenu des rubriques des Emplois

2.1. Imputation des coûts directs

Le montant de chacune des rubriques composant le Compte d'Emplois des Ressources est constitué par les coûts qui leur sont directement affectables dans la comptabilité analytique, et ceci lors de l'enregistrement des opérations en comptabilité générale.

- A cet effet, la comptabilité analytique de l'association permet notamment d'imputer toute opération à une rubrique budgétaire (ou centre de coût), aussi bien les charges que les produits. La nomenclature utilisée permet ainsi, d'identifier les différentes activités mises en œuvre par l'association, notamment les programmes sur le terrain et leurs projets,
- le rattachement de toute dépense à une ligne de financement, permettant la traçabilité de l'utilisation des fonds octroyés par les bailleurs des fonds institutionnels, ainsi que de toute autre ressource affectée aux différentes activités.

2.2. Affectation des coûts relatifs au personnel

Chaque rubrique intègre également les coûts des rémunérations des personnels correspondants à chaque activité : salariés aux sièges de chaque entité du réseau, expatriés (salariés et volontaires) et enfin, le personnel national recruté dans les différents pays d'intervention.

La base d'affectation, en ce qui concerne le personnel du siège, est constituée par le temps dédié à chaque activité, ceci en lien avec leurs descriptions de fonctions. Les clés de répartition ainsi déterminées sont appliquées sur le coût des salaires, incluant les charges sociales afférentes, en lien avec l'établissement de la paie.

Quant aux personnels expatriés (salariés et volontaires), l'imputation à chaque programme est réalisée sur la base des temps de missions passés sur le terrain en appliquant un coût moyen par mois de présence sur chaque programme, ceci en lien avec la gestion des contrats d'expatriation.

2.3. Répartition des frais généraux

Ces frais sont constitués uniquement par l'ensemble des charges externes à caractère général engagées par les entités du réseau HI et liés à l'occupation des bâtiments, les frais de télécommunications, les frais informatiques, et les fournitures et consommables. Ces frais ne comprennent pas les charges de personnel.

De par leur nature, ces frais ne peuvent donc pas être imputés directement à chaque activité. C'est pourquoi, l'ensemble de ces frais est réparti entre les différentes activités (missions sociales, recherche des fonds et fonctionnement général), au prorata des temps dédiés par le personnel aux différentes activités.

Le total des frais généraux, soit 3.42 M€, est réparti comme suit :

- 1.46 M€ (soit 43%) sur le pilotage et services d'appui des actions sur le terrain,
- 0.05 M€ (soit 1%) sur l'Institut HI,
- 0.36 M€ (soit 10%) sur les actions d'Education au développement, la Campagne Internationale Contre les Mines Antipersonnel et les Bombes A Sous-Munitions, le plaidoyer pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles (EWIPA), les actions de sensibilisation et mobilisation pour les droits et l'intégration des personnes handicapées
- 0.67 M€ (soit 20%) sur les activités de recherche des fonds,
- 0.88 M€ (soit 26%) sur les frais de fonctionnement.

2.4. Les Missions sociales

2.4.1. Les emplois des missions sociales à l'étranger, soit 171.05 M€, sont constitués :

- 155.78 M€ des dépenses directes engagés sur le terrain dans la mise en œuvre,
- 14.11 M€ des frais de gestion des missions,
- 1.16 M€ des autres frais et charges exceptionnelles

Les frais de gestion des missions à l'étranger concernent :

- Le pilotage des opérations, le suivi des missions dont le total s'élève à 3.86 M€,
- Le recrutement des personnels expatriés, leur gestion sociale, ainsi que les frais de formation au départ et continue, pour 2.15 M€,
- Les ressources et coordinations techniques et les services supports (comptabilité, contrôle de gestion, logistique) pour un total de 8.11 M€.

Les frais et charges exceptionnelles concernant les actions à l'étranger, dont le total s'élève à 1.16 M€, sont constitués principalement de :

- 748 K€ de pertes de change sur les devises, dues à la fluctuation du marché de changes et à la dévaluation des devises nationales. Ces pertes de change sont compensées par des gains de change (+896 K€). L'impact net est donc de +148 K€. HI est naturellement exposé aux effets de change de par la structure de ses ressources (financements institutionnels en devises) et de ses dépenses (58 devises utilisées dans la mise en œuvre des missions réalisées à l'étranger).
- 210 K€ de dépenses engagées dans le cadre de la fermeture des projets.

2.4.2. Les missions sociales réalisées au niveau national (siège de la Fédération HI et Associations Nationales du Réseau HI), dont le total s'élève à 9.25 M€, intègrent entre autres:

- la Plateforme Hizey, issue de la digitalisation du magazine « Déclic, familles et handicaps »
- la Campagne internationale contre les mines anti-personnel et bombes à sous-munitions (BASM),
- le plaidoyer pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles (EWIPA),
- les actions de sensibilisation et mobilisation du réseau HI, pour les droits et l'intégration des personnes handicapées,
- L'institut HI, en charge des enjeux éthiques, du positionnement et du partage d'expériences et enfin, des projets d'étude et de développement des nouvelles actions, et de capitalisation des savoirs faire.

En effet, les coûts engagés dans les actions d'éducation au développement, en conformité avec l'objet associatif et la définition de la mission sociale du réseau HI, sont classés dans les « Missions sociales ». C'est le cas, notamment, des coûts engagés par l'association dans la mobilisation du grand public, dans le cadre de la campagne contre la fabrication et l'utilisation des mines antipersonnel et de la campagne EWIPA. Le plaidoyer contre les mines et autres armes explosives constitue un des missions sociales de l'association, faisant partie intégrante de son identité et de son combat quotidien.

Ainsi, 2.38 M€ des coûts engagés par l'Association Nationale France dans le cadre de l'appel aux dons, mais relatifs à des actions de sensibilisation du grand public et à des campagnes publiques de pression auprès des autorités réalisées au sein de la Campagne internationale contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions (BASM) et de la campagne EWIPA, pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles, sont imputés dans cette rubrique pour 2019.

Le total des frais engagés par le réseau au titre de ces campagnes, soit 3.92 M€, est financé par des fonds publics et privés, à hauteur de 0.94 M€.

Par ailleurs, 94 K€ de frais engagés dans la sensibilisation et mobilisation du grand public, au travers diverses actions de communication telles que des journaux et expositions, sont rattachés à la sensibilisation et mobilisation pour l'intégration des personnes handicapées. Le total des frais engagés au titre de l'éducation au développement et sensibilisation pour l'intégration des personnes handicapées est de 497 K€.

2.5. Les frais de recherche des fonds

Le total des frais engagés dans l'appel à la générosité publique s'élève à 15.97 M€. Dans ce total, 13.18 M€ correspondent aux frais de collecte des dons et legs, dont 11.75 M€ concernent les frais directs des opérations de collecte (publipostage, internet, couponing pour l'essentiel), 1.43 M€ les frais de gestion des donateurs (encaissement des dons et envoi des reçus fiscaux), et 2.79M€ d'autres frais de collecte.

2.24 M€ sont engagés dans les frais d'obtention et gestion des contrats des financements institutionnels, aussi bien d'origine publique, que ceux provenant des fondations et du mécénat d'entreprise. Cette gestion est assurée par le même service dans chacune des entités du réseau, de ce fait, la dissociation de ce coût n'est pas possible.

Enfin, cette rubrique comprend les coûts engagés par l'Association Nationale France pour des actions de vente des produits solidaires, soit 1.70 M€ (dont 222 K€ d'impôts sur les sociétés relatifs à cette activité).

2.6. Les frais de fonctionnement

Ils sont composés des services généraux de chaque entité du réseau tels que, la gestion du système d'information, la comptabilité, la trésorerie, l'accueil, la gestion du personnel du siège et la gestion des locaux et des équipements. Leur coût s'élève à 8.39 M€. Ces frais intègrent également les coûts de la direction générale et les instances législatives.

Cette rubrique intègre également, les frais d'information grand public pour un total de 2.70 M€.

3. Les Ressources

Le total des ressources du réseau HI, avant reprises des provisions et fonds dédiés reportés, s'élève à 216.80 M€.

3.1. Les ressources collectées auprès du public

Le total des ressources collectées auprès du public en 2019, s'élève à 52.87 M€ et se décompose comme suit :

- 52.00 M€ de dons, parrainages et legs collectés par le réseau HI,
- 0.87 M€ d'autres appels à la générosité du public.

3.2. Autres fonds privés

Le total de cette rubrique, soit 20.344 M€, intègre 14.27 M€ venant d'autres organismes privés étrangers et nationaux 1.13 M€ provenant du mécénat d'entreprise, 3.06 M€ issus des produits des ventes solidaires ou des produits partagés et 1.88 M€ d'autres produits d'origine privée.

3.3. Subventions et autres concours publics

Le total des concours publics affecté en produits s'élève à 140.44 M€, est composé pour l'essentiel de :

- 57.70 M€ provenant des organismes internationaux, notamment l'Union Européenne et les Nations Unies,
- 82.67 M€ des subventions publiques d'origine gouvernementale.

3.4. Le « forfait administratif » octroyé par les bailleurs institutionnels

Les bailleurs institutionnels, aussi bien publics que privés, octroient une contribution forfaitaire destinée à financer les frais de fonctionnement de l'association. A ces frais peuvent s'ajouter, ceux relatifs au pilotage et aux services support, lorsque ces coûts ne sont pas éligibles au titre des dépenses directes de mise en œuvre des actions. Cette contribution s'élève à 10.66 M€ pour l'ensemble du réseau.

Ce forfait vient financer une partie des frais de recherche de fonds (pour 1.3 M€) et des frais de fonctionnement dont le total s'élève à 11.09 M€.

4. Le suivi des ressources collectées auprès du public

Le CER met bien en évidence l'effet levier des fonds issus de la générosité du public sur l'obtention de financements sollicités auprès des bailleurs institutionnels. C'est la combinaison équilibrée de ces deux ressources qui permet à HI de financer ses programmes à travers le monde, préserver son indépendance et pérenniser son action.

4.1. Calcul du report initial des ressources collectées auprès du public

Le report initial combiné des ressources provenant du public et non utilisées au 1^{er} janvier 2019, s'élevait à 8.87 M€.

HI a historiquement constitué la quasi-totalité de ses réserves associatives à partir des ressources collectées auprès du public. Ces réserves ont permis à la Fédération HI de consolider sa structure financière et mener ses missions opérationnelles, notamment en finançant les actions tout au long de l'année en attendant le versement des fonds des bailleurs.

Lors de l'application du règlement 2008-06, une méthode dérogatoire était applicable concernant le calcul des réserves associatives issues de la générosité du public. Ce calcul mathématique et autorisé par le règlement est donc différent d'un calcul au réel si celui-ci avait été effectué. En effet, les réserves de l'association sont principalement issues de la générosité du public.

A compter du 1er janvier 2020, dans le cadre de la nouvelle réglementation 2018-06, ce calcul sera réactualisé.

4.2. L'utilisation des ressources provenant du grand public

Les ressources collectées auprès du public par le réseau, en 2019, s'élèvent à 52.87 M€.

Ce montant, additionné au solde initial (soit 8.87 M€) et à la variation des fonds dédiés (-0.26 M€), constitue le total des ressources provenant du public, disponible pour financer les emplois de l'exercice, soit 61.48 M€.

L'utilisation de ces ressources, pour chacune des rubriques du CER, est calculée par différence entre le total des emplois et les autres ressources affectées (hors ressources provenant du public), sur la base de la comptabilité analytique. Le montant total utilisé s'établit ainsi à 49.37 M€.

Au 31 décembre 2019, le solde final des ressources collectées auprès du public et non utilisées, s'élève à 12.11 M€

4.3. La collecte, levier pour obtenir des fonds institutionnels auprès des bailleurs

Ces deux sources sont en effet interdépendantes, car les bailleurs n'accordent habituellement des financements qu'aux associations qui démontrent leur capacité de cofinancer une partie significative des projets concernés. La solidité financière d'une association est donc un gage de crédibilité, de sérieux et de viabilité. Les fonds associatifs de HI se montent, fin 2019 à 32.85 M€ dont 12.11 M€ de collecte non-utilisée. Outre la nécessaire crédibilité, ils constituent une sécurité financière pour faire face aux variations de ressources et permettant ainsi de préserver les missions sociales. Ils permettent enfin d'avancer aux programmes sur le terrain la trésorerie indispensable à la mise en œuvre des actions en attendant les versements des bailleurs.

Chaque euro collecté auprès du public donne davantage de poids et d'argument à l'association pour solliciter et obtenir des fonds. Pour chaque euro investi dans la collecte, le réseau HI obtient 3.31 € nets grâce à la générosité des donateurs.

Ainsi, chaque euro collecté auprès du public donne davantage de poids et d'arguments à l'association pour solliciter et obtenir des fonds, et se comporte ainsi comme un levier.

5. Valorisations des apports en nature et gratuités

Les valorisations des contributions en nature et des apports des bénévoles dont l'association a bénéficié en 2019, sont intégrées en pied du Compte de Résultat en comptabilité générale et du Compte d'Emplois des Ressources.

Le total des valorisations pour 2019 s'élève à 9.98 M€ contre 3.68 M€ en 2018.

Elles concernent pour 2.70 M€ les frais de recherche des fonds, principalement les campagnes médias des ventes des produits partagés, ainsi que les emplacements d'affichage relatifs à la campagne annuelle, 5.76 M€ les missions sociales et le solde 1.52 M€, les frais de fonctionnement.

**Evolution des emplois
et des ressources**

Détail des emplois 2019

	en milliers d'euros en milliers d'euros	
EMPLOIS	2019	2018
MISSIONS SOCIALES	180.292,7	159.751,6
Réalisées à l'étranger	169.891,7	150.411,3
Dépenses de mise en œuvre	155.782,4	135.069,4
Investissements	2.178,2	1.523,7
Achats des consommables et fournitures	16.939,4	15.801,2
Autres frais et charges externes	2.042,4	2.295,4
Impôts et taxes	705,6	505,2
Frais de personnel	60.852,7	51.374,0
Partenariat et autres charges de gestion	72.999,1	63.557,1
Divers frais de mise en oeuvre	65,0	12,7
Gestion des missions à l'étranger	14.109,3	15.341,9
Pilotage des programmes	3.856,0	4.239,1
Gestion des ressources humaines expatriés	2.146,2	2.384,0
Coordinations des ressources techniques et services d'appui	8.107,1	8.718,9
Réalisées au niveau national	9.244,5	8.591,9
Fondation HI	327,3	432,6
Journal "Déclic, familles et Handicaps" / Plateforme Hizy	566,0	744,0
Campagne Internationale pour interdire les Mines et les BASM / Campagne EWIPA	3.921,9	4.510,3
Education / sensibilisation aux droits des personnes handicapées	496,8	739,0
Autres activités programmes du siège	3.932,5	2.165,9
Autres frais et charges exceptionnelles des programmes	1.156,5	748,5
FRAIS DE RECHERCHE DES FONDS	19.914,0	20.073,7
Frais d'appel à la générosité publique	15.974,3	18.021,8
Frais de collecte des dons et parrainages	13.175,9	12.304,9
Frais de prospection et fidélisation	11.745,5	11.429,4
Frais de gestion des donateurs et parrains	1.430,4	875,5
Frais relatifs à d'autres formes d'appel	2.798,4	5.716,9
Produits partagés et Ventes artisanat	0,0	2.094,2
Autres formes d'appel	2.798,4	3.622,7
Frais de recherche de subventions publiques et privés & autres concours publics	3.939,7	2.052,0
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	12.815,9	10.923,8
Frais d'information et de communication	2.698,9	3.033,2
Services généraux et charges diverses	10.117,0	7.890,5
TOTAL D'EMPLOIS DE L'EXERCICE	213.022,5	190.749,0
Dotations aux provisions	3.005,7	1.176,9
Engagements à réaliser sur ressources affectées	919,5	387,1
TOTAL DES EMPLOIS	216.947,8	192.313,0

Détail des ressources 2019

en milliers d'euros milliers d'euros

RESSOURCES	2019	2018
Report des ressources collectées auprès du public, non affectées et non utilisées en début d'exercice (T1)	8.871,6	12.166,2
RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	52.868,4	52.334,9
Dons et legs collectés	52.000,4	48.285,4
Dons manuels non affectés	36.362,1	34.583,0
Dons manuels et parrainages affectés	7.456,6	7.909,9
Legs et autres libéralités non affectés	8.175,0	5.702,2
Legs et autres libéralités affectés	6,7	90,3
Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	868,1	4.049,5
Produits des ventes et produits partages	0,0	3.330,9
Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	868,1	718,7
AUTRES FONDS PRIVES	20.343,6	11.832,5
Organismes privés nationaux	9.189,8	739,1
Autres organismes privés	5.081,3	8.894,0
Mécénats d'entreprise	1.132,4	867,2
Produits des ventes et produits partages	3.060,0	0,0
Autres produits d'origine privée	1.880,0	1.332,3
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	140.444,3	121.506,2
Organismes Internationaux	57.696,8	50.191,9
Union européenne	37.332,6	36.228,0
Nations Unies	17.485,8	13.343,5
Autres financements internationaux	2.878,4	620,3
Organismes publics	82.674,4	71.236,9
Organismes publics nationaux	71.471,7	62.679,6
Organismes publics étrangers	11.202,7	8.557,3
Subventions d'exploitation	68,7	25,8
Financements exercice antérieur	4,5	51,6
AUTRES PRODUITS	3.148,1	3.069,2
Produits financiers	2.392,5	1.840,8
Autres produits de gestion	755,7	1.228,5
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	216.804,5	188.742,9
Reprises des provisions	802,4	1.379,1
Fonds dédiés reportés depuis l'exercice précédent	387,1	595,6
TOTAL DES RESSOURCES	217.994,0	190.717,6

**Suivi des fonds de la
générosité du public**

RESEAU HI

SUIVI DES FONDS PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

en milliers d'euros

Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées	2019	2018	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées	2019	2018
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE	8.871,6	12.166,2
1- MISSIONS SOCIALES		36.553,5	1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	52.868,4	52.334,9
1.1. Réalisées au niveau national	31.340,4	5.674,4	1.1. Dons et legs collectés	52.000,4	48.285,4
1.2. Réalisées à l'étranger	4.794,6	30.879,1	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	868,1	4.049,5
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	26.545,9	16.201,1			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1.481,3	0,0			
			IV- VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC	-264,2	208,5
I- TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	49.022,9	54.857,5	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	52.604,2	52.543,5
V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	1.328,7	1.772,6			
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées	-981,5	-792,0			
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	49.370,1	55.838,1	VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	-49.370,1	-55.838,1
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE	12.105,8	8.871,6

**DETAIL DES FINANCEMENTS
BAILLEURS**

Financier / Donor	Pays	Country	Affectation devise / Allocation currency	Dev. / Cur.	Affectation Euro / Allocation Euro
Total fonds institutionnels publics et privés / Total public and private funds			153.826.858		
Fonds publics internationaux / International publics funds			57.408.635		
Commission Européenne / European Commission			38.008.451		
Commission Européenne / European Commission - ECHO			14.159.314		
ECHO	Pakistan	Pakistan	32.207	EUR	32.207
ECHO	Afghanistan	Afghanistan	1.531.418	EUR	1.531.418
ECHO	Cuba	Cuba	192.656	EUR	192.656
ECHO	Colombie	Colombia	114.848	EUR	114.848
ECHO	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	92.274	EUR	92.274
ECHO	Venezuela	Venezuela	358.354	EUR	358.354
ECHO	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	106.088	EUR	106.088
ECHO	Soudan du Sud	North Sudan	654.795	EUR	654.795
ECHO	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	233.892	EUR	233.892
ECHO	Algérie	Algeria	157.066	EUR	157.066
ECHO	Libye	Lybia	711.649	EUR	711.649
ECHO	Tchad	Tchad	199.765	EUR	199.765
ECHO	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	246.797	EUR	246.797
ECHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	4.659.346	EUR	4.659.346
ECHO	Irak	Irak	1.690.464	EUR	1.690.464
ECHO	Yemen	Yemen	1.848.984	EUR	1.848.984
ECHO	Madagascar	Madagascar	505.771	EUR	505.771
ECHO via WHO	Népal	Nepal	19.314	EUR	19.314
ECHO via COOPI	Tchad	Tchad	42.034	EUR	42.034
ECHO via OXFAM	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	112.549	EUR	112.549
ECHO via SAVE THE CHILDREN	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	93.809	EUR	93.809
ECHO via SAVE THE CHILDREN	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	29.810.091	XOF	45.445
ECHO via WAR CHILD	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	237.206	EUR	237.206
ECHO via WORLD VISION	Mozambique	Mozambique	16.512	EUR	16.512
ECHO via PLAN	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	235.714	EUR	235.714
ECHO via OTHER PRIVATE FUND	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	20.357,91	EUR	20.358
Commission Européenne / European Commission - EUROPEAID/ DEV CO			9.446.459		
DEVCO/EUROPEAID	Cambodge	Cambodia	70.240	EUR	70.240
DEVCO/EUROPEAID	Laos	Laos	950.318	EUR	950.318
DEVCO/EUROPEAID	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	142.376	EUR	142.376

DEVCO/EUROPEAID	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	597.862	EUR	597.862
DEVCO/EUROPEAID	Afghanistan	Afghanistan	1.295.360	EUR	1.295.360
DEVCO/EUROPEAID	Bangladesh	Bangladesh	33.016	EUR	33.016
DEVCO/EUROPEAID	Chine	China	464.126	EUR	464.126
DEVCO/EUROPEAID	Corée du Nord	North Korea	364.618	EUR	364.618
DEVCO/EUROPEAID	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	297.165	EUR	297.165
DEVCO/EUROPEAID	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	88.462	EUR	88.462
DEVCO/EUROPEAID	Sierra Leone	Sierra Leone	401.481	EUR	401.481
DEVCO/EUROPEAID	Togo, Bénin	Togo, Ghana	135.561	EUR	135.561
DEVCO/EUROPEAID	Mozambique	Mozambique	385.872	EUR	385.872
DEVCO/EUROPEAID	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	407.430	EUR	407.430
DEVCO/EUROPEAID	Algérie	Algeria	441.862	EUR	441.862
DEVCO/EUROPEAID	Libye	Lybia	412.609	EUR	412.609
DEVCO/EUROPEAID	Burundi	Burundi	32.473	EUR	32.473
DEVCO/EUROPEAID	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	1.118.431	EUR	1.118.431
DEVCO/EUROPEAID	Madagascar	Madagascar	3.454	EUR	3.454
DEVCO/EUROPEAID via ACF	Irak	Irak	119.067	EUR	119.067
DEVCO/EUROPEAID via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	44.845	EUR	44.845
DEVCO/EUROPEAID via FNPH	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	128.358.644	XOF	195.681
DEVCO/EUROPEAID via MAG	Irak	Irak	1.237.949	EUR	1.237.949
DEVCO/EUROPEAID via ORDER OF MALTA/MALTESER INT.	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	206.199	EUR	206.199
Commission Européenne / European Commission - H2020			20.648		
HORIZON 2020 via PUBLIC FUND ITALY	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	31	EUR	31
HORIZON 2020 via PUBLIC FUND ITALY	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	11.274	EUR	11.274
HORIZON 2020 via PUBLIC FUND ITALY	Autres	Other	9.343	EUR	9.343
Commission Européenne / European Commission - Trust Funds			14.382.030		
EU TRUST FUNDS	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	2.776.190	EUR	2.776.190
EU TRUST FUNDS	Mali	Mali	5.517.650	EUR	5.517.650
EU TRUST FUNDS	Tchad	Tchad	6.088.189	EUR	6.088.189
Nations Unies / United Nations			16.537.731		
Nations Unies / United Nations - HCR			3.596.388		
UNHCR	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	6.716.735	THB	193.638
UNHCR	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	5.634	A62	4.919
UNHCR	Bangladesh	Bangladesh	92.459.584	BDT	983.264
UNHCR	Colombie	Colombia	168.298.708	COP	44.927
UNHCR	Soudan du Sud	North Sudan	423.252	USD	379.604
UNHCR	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	450.795.115	XOF	687.233
UNHCR	Algérie	Algeria	695.994	USD	621.873
UNHCR	Libye	Lybia	530.389	USD	474.621

UNHCR	RD Congo	RD Congo	82.308	USD	72.734
UNHCR	Rwanda	Rwanda	134.583.476	RWF	133.576
Nations Unies / United Nations - OCHA (Humanitarian Affairs)			3.359.427		
OCHA	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	74.898	USD	68.433
OCHA	RD Congo	RD Congo	1.304.924	USD	1.169.431
OCHA	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	1.511	USD	1.348
OCHA	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	690.573	USD	613.967
OCHA	Irak	Irak	685.816	USD	617.153
OCHA via UNDP	Afghanistan	Afghanistan	249.658	USD	221.273
OCHA via UNDP	Soudan du Sud	North Sudan	137.385	USD	122.312
OCHA via UNDP	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	340.874	USD	309.433
OCHA via DRC	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	142.381	USD	127.499
OCHA via INTERSOS	Irak	Irak	119.869	USD	108.577
Nations Unies / United Nations - UNICEF			2.512.316		
UNICEF	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	377.731	BOB	48.896
UNICEF	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	694.838.279	XOF	1.059.274
UNICEF	Mali	Mali	57.145	USD	51.929
UNICEF	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	17.504.341	XOF	26.685
UNICEF	Mozambique	Mozambique	33.500.820	MZN	480.998
UNICEF	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	149.504	USD	132.733
UNICEF	Algérie	Algeria	4.696.175	DZD	35.020
UNICEF	Rwanda	Rwanda	352.513.657	RWF	350.516
UNICEF	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	130.275	USD	115.691
UNICEF	Madagascar	Madagascar	63.873.269	MGA	15.668
UNICEF	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	4.355.549	PHP	76.668
UNICEF	Corée du Nord	North Korea	88.716	USD	79.400
UNICEF	Autres	Other	36.467	USD	33.137
UNICEF via MOTT MACDONALD LTD	Autres	Other	6.380	USD	5.701
Nations Unies / United Nations - World Health Org.			2.317.048		
WHO	Afghanistan	Afghanistan	1.495	USD	1.358
WHO	Togo, Bénin	Togo, Ghana	-427	USD	-388
WHO	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.620.307	GBP	1.836.184
WHO	Yemen	Yemen	533.104	USD	479.894
Nations Unies / United Nations - PNUD			1.373.681		
UNDP	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	997.984	PHP	17.853
UNDP	Népal	Nepal	146.923	USD	131.553
UNDP	RD Congo	RD Congo	592.075	USD	528.803
UNDP	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	775.311	USD	695.472
Nations Unies / United Nations - Mine Action			1.266.345		

UNMAS	Crise Syrienne	Syrian Crisis	393.841	USD	342.212
UNMAS via UNIOPS-OF. PROJETS SERVICES	Mali	Mali	355.765	USD	317.060
UNMAS via UNIOPS-OF. PROJETS SERVICES	Irak	Irak	671.131	USD	607.074
Nations Unies / United Nations - Wold Food Programme				299.923	
WFP via WFP	Bangladesh	Bangladesh	210.660	USD	176.949
WFP via WFP	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	140.535	USD	122.973
Nations Unies / United Nations - Autres / Other				1.812.604	
OTHER UNITED NATION AGENCY	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	89.548	USD	82.318
OTHER UNITED NATION AGENCY	Pakistan	Pakistan	17.163.975	PKR	101.343
OTHER UNITED NATION AGENCY	Chine	China	25.000	USD	22.490
OTHER UNITED NATION AGENCY	Colombie	Colombia	172.666	USD	152.650
OTHER UNITED NATION AGENCY	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	266.970	BOB	34.971
OTHER UNITED NATION AGENCY	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	730.000	USD	656.833
OTHER UNITED NATION AGENCY	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	28.492	USD	25.690
OTHER UNITED NATION AGENCY	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	285.281	USD	255.585
OTHER UNITED NATION AGENCY	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	71.562	EUR	71.562
OTHER UNITED NATION AGENCY	Irak	Irak	450.282	USD	409.161
Autres agences internationales / Other international agencies				2.862.453	
IDB	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	29.196	USD	25.789
IOM	Bangladesh	Bangladesh	2.808.391	USD	2.509.314
IOM	RD Congo	RD Congo	278.364	USD	248.003
OPEC FUND FOR INTERN. DVPT	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	87.903	USD	79.347
Fonds publics nationaux / public national funds				85.571.990	
Fonds publics nationalité AN / public funds NA nationality				77.772.241	
Fonds publics Allemagne / Public funds Germany				9.471.481	
BMZ	Pakistan	Pakistan	3.725	EUR	3.725
BMZ	Haiti	Haiti	639.590	EUR	639.590
BMZ	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	689.805	EUR	689.805
BMZ via SAVE THE CHILDREN	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	55.179	USD	50.004
BMZ	Autres	Other	51.300	EUR	51.300
GERMAN MOFA	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	446.202	EUR	446.202
GERMAN MOFA	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	593.636	EUR	593.636
GERMAN MOFA	Rwanda	Rwanda	854.525	EUR	854.525
GERMAN MOFA	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	725.601	EUR	725.601
GERMAN MOFA	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	11.907	EUR	11.907
GERMAN MOFA	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.537.173	EUR	1.537.173
GERMAN MOFA	Irak	Irak	1.797.797	EUR	1.797.797
GERMAN MOFA	Yemen	Yemen	1.085.178	EUR	1.085.178
GERMAN MOFA	Autres	Other	577.130	EUR	577.130

GERMAN MOFA via WELT HUNGER HILFE	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	56.936	EUR	56.936
GIZ	Cambodge	Cambodia	6.179	USD	5.422
GIZ	Irak	Irak	81.854	EUR	81.854
IFA INSTITUTE	Mali	Mali	191.107	EUR	191.107
VILLE DE MUNICH	Autres	Other	72.591	EUR	72.591
Fonds publics Belgique / Public funds Belgium			6.129.784		
DGCD-PROGRAMME AC	Autres	Other	136.539	EUR	136.539
DGCD-PROGRAMME AC	Laos	Laos	31.319	EUR	31.319
DGCD-PROGRAMME AC	Haïti	Haiti	470.109	EUR	470.109
DGCD-PROGRAMME AC	Cuba	Cuba	211.000	EUR	211.000
DGCD-PROGRAMME AC	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	388.399	EUR	388.399
DGCD-PROGRAMME AC	Togo, Bénin	Togo, Ghana	293.159	EUR	293.159
DGCD-PROGRAMME AC	Burundi	Burundi	1.458	EUR	1.458
DGCD-PROGRAMME AC	RD Congo	RD Congo	665.107	EUR	665.107
DGCD-PROGRAMME AC	Rwanda	Rwanda	837.363	EUR	837.363
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Autres	Other	564.600	EUR	564.600
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	136.673	EUR	136.673
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	154.371	EUR	154.371
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Mali	Mali	90.069	EUR	90.069
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Togo, Bénin	Togo, Ghana	41.558	EUR	41.558
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	RD Congo	RD Congo	883.261	EUR	883.261
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Tchad	Tchad	224.998	EUR	224.998
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE	Irak	Irak	290.786	EUR	290.786
DGCD-LIGNE HUMANITAIRE via CROIX ROUGE BELGIAN	Rwanda	Rwanda	421.724	EUR	421.724
MAE BELGE	Colombie	Colombia	102.679	EUR	102.679
MAE BELGE	Mali	Mali	6.146	EUR	6.146
OTHER BELGIUM PUBLIC FUNDS	Haïti	Haiti	27.941	EUR	27.941
OTHER BELGIUM PUBLIC FUNDS	Cuba	Cuba	8.582	EUR	8.582
OTHER BELGIUM PUBLIC FUNDS	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	135.274	EUR	135.274
OTHER BELGIUM PUBLIC FUNDS	Madagascar	Madagascar	6.670	EUR	6.670
Fonds publics Canada / Public funds Canada			4.812.843		
MAECD-AIDE HUMANITAIRE INT.	MEREP (Égypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	1.049.783	CAD	708.877
MAECD-AIDE HUMANITAIRE INT.	Crise Syrienne	Syrian Crisis	3.208.712	CAD	2.157.837
MAECD-AIDE HUMANITAIRE INT.	Irak	Irak	1.657.264	CAD	1.097.228
MAECD-AIDE HUMANITAIRE INT.	Autres	Other	17.135	CAD	11.772
MAECD (ACDI) via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	990.265	CAD	667.708
CANADA EMBASSY	Algérie	Algeria	9.355	CAD	6.172
MRIFCE (dont PQDI)	Colombie	Colombia	50.000	CAD	34.034
MRIFCE (dont PQDI)	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	54.780	CAD	43.536

OTHER CANADIANS PUBLIC FUNDS	Bangladesh	Bangladesh	58.841	CAD	38.719
OTHER CANADIANS PUBLIC FUNDS	Mozambique	Mozambique	69.814	CAD	46.912
OTHER CANADIANS PUBLIC FUNDS	Autres	Other	70	CAD	48
Fonds publics France / Public funds France				14.462.795	
AFD	Haiti	Haiti	315.798	EUR	315.798
AFD	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	492.120	EUR	492.120
AFD	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	200.819	EUR	200.819
AFD	Mali	Mali	2.496.955	EUR	2.496.955
AFD	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	227.950	EUR	227.950
AFD	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	10.004.628	XOF	15.252
AFD	Sierra Leone	Sierra Leone	321.269	EUR	321.269
AFD	Togo, Bénin	Togo, Ghana	567.509	EUR	567.509
AFD	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	370.261	EUR	370.261
AFD	Rwanda	Rwanda	57.188	EUR	57.188
AFD	Tchad	Tchad	717.621	EUR	717.621
AFD	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	298.265	EUR	298.265
AFD	Madagascar	Madagascar	1.028.678	EUR	1.028.678
AFD via VILLE DE PORTO NOVO	Togo, Bénin	Togo, Ghana	11.253.492	XOF	17.156
AFD via PUBLIC FUND MALI	Mali	Mali	1.859.814	EUR	1.859.814
AFD via PUBLIC FUND TOGO	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	13.926	EUR	13.926
AFD via PUBLIC FUND TOGO	Togo, Bénin	Togo, Ghana	687.285	EUR	687.285
AFD via AMREF	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	27.116	EUR	27.116
AFD via OTHER PRIVATE FUND	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	41.149	EUR	41.149
AFD via OTHER PRIVATE FUND	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	22.112	USD	19.941
EXPERTISE FRANCE	Laos	Laos	79.178	EUR	79.178
EXPERTISE FRANCE	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	37.545	EUR	37.545
EXPERTISE FRANCE	Mali	Mali	159.300	EUR	159.300
EXPERTISE FRANCE	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	633.202	EUR	633.202
EXPERTISE FRANCE via OTHER PRIVATE FUND	Mali	Mali	10.445	EUR	10.445
EXPERTISE FRANCE via OTHER PRIVATE FUND	Madagascar	Madagascar	16.242	EUR	16.242
ECOLE HTES ETUDES EN SANTÉ PUB	Autres	Other	4.983	EUR	4.983
MAE FRANCE	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	12.342	EUR	12.342
MAE FRANCE	Chine	China	3.824	EUR	3.824
MAE FRANCE	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	14.813.476	XOF	22.583
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Laos	Laos	1	EUR	1
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Soudan du Sud	North Sudan	233.023	EUR	233.023
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Togo, Bénin	Togo, Ghana	302.554	EUR	302.554
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Libye	Lybia	456.928	EUR	456.928
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	103.706	EUR	103.706

CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	304.578	EUR	304.578
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.290.929	EUR	1.290.929
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN	Irak	Irak	717.238	EUR	717.238
CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN via OTHER UNITED NATION AGENCY	Tchad	Tchad	111.751	EUR	111.751
RÉGION AUVERGNE RHÔNE ALPES	Autres	Other	30.000	EUR	30.000
RÉGION AUVERGNE RHÔNE ALPES	Mali	Mali	36.094	EUR	36.094
RÉGION AUVERGNE RHÔNE ALPES	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	58.574	EUR	58.574
OTHER FRENCH PUBLIC FUNDS	Autres	Other	61.702	EUR	61.702
Fonds publics Luxembourg / Public funds Luxembourg			5.899.903		
MAE LUXEMBOURG	Cambodge	Cambodia	215.779	EUR	215.779
MAE LUXEMBOURG	Laos	Laos	48.221	EUR	48.221
MAE LUXEMBOURG	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	191.851	EUR	191.851
MAE LUXEMBOURG	Népal	Nepal	147.827	EUR	147.827
MAE LUXEMBOURG	Haïti	Haiti	170.655	EUR	170.655
MAE LUXEMBOURG	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	185.856	EUR	185.856
MAE LUXEMBOURG	Soudan du Sud	North Sudan	142.674	EUR	142.674
MAE LUXEMBOURG	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	366.536	EUR	366.536
MAE LUXEMBOURG	Mali	Mali	135.389	EUR	135.389
MAE LUXEMBOURG	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	229.584	EUR	229.584
MAE LUXEMBOURG	Burundi	Burundi	34.586	EUR	34.586
MAE LUXEMBOURG	RD Congo	RD Congo	169.569	EUR	169.569
MAE LUXEMBOURG	Rwanda	Rwanda	275.696	EUR	275.696
MAE LUXEMBOURG	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	322.033	EUR	322.033
MAE LUXEMBOURG	Madagascar	Madagascar	218.533	EUR	218.533
MAE LUXEMBOURG	Autres	Other	299.915	EUR	299.915
MAE LUXEMBOURG AFF. POLITIQUES	Autres	Other	39.827	EUR	39.827
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Autres	Other	166.055	EUR	166.055
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	25.539	EUR	25.539
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Bangladesh	Bangladesh	126.460	EUR	126.460
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	84.683	EUR	84.683
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	30.157	EUR	30.157
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Soudan du Sud	North Sudan	46.188	EUR	46.188
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	39.598	EUR	39.598
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Mali	Mali	50.000	EUR	50.000
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Algérie	Algeria	50.975	EUR	50.975
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Libye	Lybia	53.764	EUR	53.764
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	121.281	EUR	121.281
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	620.129	EUR	620.129
MAE LUXEMBOURG URGENCE	Irak	Irak	119.004	EUR	119.004

MAE LUXEMBOURG PREVENTION	Népal	Nepal	118.734	EUR	118.734
MAE LUXEMBOURG PREVENTION	Autres	Other	1.126	EUR	1.126
MAE-RECONSTRUCTION	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	173.867	EUR	173.867
MAE-RECONSTRUCTION	Algérie	Algeria	159.794	EUR	159.794
MAE-RECONSTRUCTION	Autres	Other	1.528	EUR	1.528
MAE LUXEMBOURG SENSIBILISATION	Autres	Other	234.032	999	234.032
MAE LUXEMBOURG AUTRES	Autres	Other	475.000	999	475.000
PUBLIC FUND LUXEMBOURG	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	2.797	EUR	2.797
PUBLIC FUND LUXEMBOURG	Autres	Other	4.660	EUR	4.660
Fonds publics Royaume-Uni / Public funds UK			12.927.165		
DFID-Cial CONTRACTS via MOTT MACDONALD LTD	Sierra Leone	Sierra Leone	4.199	GBP	4.929
DFID-Cial CONTRACTS via SIGHTSAVERS	Népal	Nepal	86.213	GBP	98.976
DFID-Cial CONTRACTS via SIGHTSAVERS	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	38.282	GBP	44.650
DFID-Cial CONTRACTS via SIGHTSAVERS	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	12.630	GBP	14.767
DFID-Cial CONTRACTS via SIGHTSAVERS	Autres	Other	-2.110	GBP	-2.626
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Pakistan	Pakistan	117.617	GBP	134.097
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Bangladesh	Bangladesh	370.599	GBP	422.509
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Projets régionaux Afrique de l'Est/Sud /Nord	Central esat south & north Africa	669.102	GBP	761.789
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	182.923	GBP	201.841
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	222.224	GBP	253.208
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Soudan du Sud	North Sudan	85.412	GBP	97.670
DFID-Cial CONTRACTS via IPPF	Madagascar	Madagascar	50.754	GBP	56.817
DFID-Cial CONTRACTS via OTHER PRIVATE FUND	Autres	Other	750	GBP	845
DFID-DEV/GPAF	Népal	Nepal	10.522	GBP	12.016
DFID-DEV/GPAF	Bangladesh	Bangladesh	955.258	GBP	1.091.587
DFID-DEV/GPAF	RD Congo	RD Congo	45.768	GBP	52.779
DFID-DEV/GPAF	Autres	Other	55.882	GBP	63.142
DFID-GEC	Népal	Nepal	210.169	GBP	239.361
DFID-GEC	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	237.910	GBP	271.279
DFID-GEC	Sierra Leone	Sierra Leone	1.003.618	GBP	1.145.538
GUERNSEY OVERSEAS AID COMMISSION	Togo, Bénin	Togo, Ghana	3.255	GBP	3.770
DFID-HUMANIT.RESPONSE FUNDING	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	2.000.273	GBP	2.284.085
DFID-HUMANIT.RESPONSE FUNDING	Autres	Other	335.639	GBP	380.423
DFID-LOCAL via IOM	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	2.010	GBP	2.220
DFID-LOCAL via IOM	Yemen	Yemen	573.432	GBP	653.535
DFID-LOCAL	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	398.780	GBP	453.750
DFID-LOCAL	Soudan du Sud	North Sudan	1.340.531	GBP	1.531.087
DFID-LOCAL	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	619.715	GBP	706.668
DFID-LOCAL via ACTED	Yemen	Yemen	262.039	GBP	297.085

DFID-LOCAL via DRC	Mozambique	Mozambique	19.088	GBP	22.299
DFID-LOCAL via OPTIONS	Népal	Nepal	125.628	GBP	143.911
OTHER UK PUBLIC FUNDS	Népal	Nepal	16.026	USD	14.783
OTHER UK PUBLIC FUNDS	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	363.224	GBP	411.915
OTHER UK PUBLIC FUNDS	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	15.398	USD	13.586
OTHER UK PUBLIC FUNDS	Autres	Other	80.268	USD	72.665
OTHER UK PUBLIC FUNDS via ACF	Bangladesh	Bangladesh	555.790	GBP	630.315
OTHER UK PUBLIC FUNDS via SAVE THE CHILDREN	Autres	Other	72.200	GBP	82.022
OTHER UK PUBLIC FUNDS via OTHER UNITED NATION AGENCY	Bangladesh	Bangladesh	223.172	GBP	257.872
Fonds publics Suisse / Public funds Switzerland			3.226.027		
DFAE-DDC / DEV-COOPÉRATION DVLT	Cuba	Cuba	52	EUR	52
DFAE-DDC / DEV-COOPÉRATION DVLT	Colombie	Colombia	1.280.405.944	COP	346.320
DFAE-DDC / DEV-COOPÉRATION DVLT	Rwanda	Rwanda	247.633.937	RWF	246.071
DFAE-DDC / DEV-COOPÉRATION DVLT	Tchad	Tchad	601.512	EUR	601.512
DFAE-DDC / DEV-COOPÉRATION DVLT	Corée du Nord	North Korea	249.691	EUR	249.691
DFAE-DDC / AIDE HUMANITAIRE	Bangladesh	Bangladesh	355.430	CHF	317.910
DFAE-DDC / AIDE HUMANITAIRE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.553.146	CHF	1.401.805
DFAE-DDC / AIDE HUMANITAIRE	Autres	Other	25.020	CHF	22.679
CANTON DE GENEVE	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	14.720	CHF	13.441
CANTON DE GENEVE	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	24.651	CHF	22.526
CANTON DE GENEVE	Autres	Other	4.418	CHF	4.019
Fonds publics USA / Public funds USA			20.842.243		
US STATE DPT DRL	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	358.476	USD	321.103
US STATE DPT DRL	Chine	China	340.787	USD	305.400
US STATE DPT DRL	Irak	Irak	19.003	USD	17.293
US STATE EMBASSY	Rwanda	Rwanda	97.402	USD	87.202
US STATE DPT PRM	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	583.670	USD	546.176
US STATE DPT PRM	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	20.396	USD	18.496
US STATE DPT PRM	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	2.061.863	USD	1.836.962
US STATE DPT PRM	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	1.393.771	USD	1.241.079
US STATE DPT WRA	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	51.458	USD	45.978
US STATE DPT WRA	Colombie	Colombia	2.689.957	USD	2.406.901
US STATE DPT WRA	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	850.454	USD	755.114
US STATE DPT WRA	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	864.932	USD	254.396
US STATE DPT WRA	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	882.306	USD	787.549
USAID OFDA	Bolivie, Pérou	Bolivia, Peru	328.303	USD	293.478
USAID OFDA	Libye	Lybia	855.858	USD	766.953
USAID OFDA	Rép. Centrafricaine	Rep. Centrafricaine	749.052	USD	665.552
USAID OFDA	Irak	Irak	337.983	USD	301.986

USAID OFDA via WORLD VISION	Mozambique	Mozambique	298.271	USD	268.224
USAID	Laos	Laos	186.692	USD	166.455
USAID	Vietnam	Vietnam	1.037.701	USD	928.615
USAID	Népal	Nepal	1.042.744	USD	934.972
USAID	Chine	China	25.065	USD	22.134
USAID	Mali	Mali	6.354.725	USD	5.728.583
USAID	RD Congo	RD Congo	1.691.973	USD	1.496.472
USAID via CATHOLIC RELIEF SERVICES	Madagascar	Madagascar	28.288	USD	25.404
USAID via FAMILY HEALTH INTRENAT.	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert,Guinea Bissau	86.619	USD	77.657
USAID via FAMILY HEALTH INTRENAT.	Tchad	Tchad	62.832	USD	56.953
USAID via WORLD EDUCATION	Laos	Laos	475.931	USD	425.200
OTHER USA PUBLIC FUNDS	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	82.866	USD	73.925
OTHER USA PUBLIC FUNDS	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	41.602	USD	37.493
OTHER USA PUBLIC FUNDS via OTHER PRIVATE FUND	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	14.874	USD	13.402
OTHER USA PUBLIC FUNDS	Transverse	Transversal	-72.686	zzz	-64.863
Fonds publics hors nationalité AN / Public funds other nationality			7.799.749		
Fonds publics Australie / Public funds Australia			3.032.421		
DIRECT ASSISTANCE PROGRAM	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	38.793	AUD	23.901
AUSAID-AUSTRALIAN AGENCY DVPT	Cambodge	Cambodia	61.386	AUD	37.848
AUSAID-AUSTRALIAN AGENCY DVPT	Bangladesh	Bangladesh	8.924.259	BDT	95.628
AUSAID	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	1.018.007	AUD	630.148
AUSAID	Crise Syrienne	Syrian Crisis	1.642.239	AUD	1.023.671
AUSAID	Autres	Other	483.342	AUD	299.500
AUSAID via SAVE THE CHILDREN	Irak	Irak	-296.109	AUD	-185.530
AUSAID via SAVE THE CHILDREN	Irak	Irak	1.164.009	USD	1.033.546
AUSAID via WORLD VISION	Népal	Nepal	-17.238	EUR	-17.238
AUSAID via WORLD VISION	Népal	Nepal	102.857	USD	90.947
Fonds publics Danemark / Public funds Denmark			320.230		
DANISH FUNDS VIA CARE via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	2.390.745	DKK	320.230
Fonds publics Irlande / Irish public funds Ireland			9.357		
PUBLIC FUND IRELAND	Autres	Other	9.357	EUR	9.357
Fonds publics Japon / Public funds Japan			220.907		
JAPAN EMBASSY	Cuba	Cuba	106.356	EUR	106.356
JAPAN EMBASSY	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	130.548	USD	114.551
Fonds publics Monaco / Public funds Monaco			303.059		
PUBLIC FUND MONACO	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert,Guinea Bissau	4.106	EUR	4.106
PUBLIC FUND MONACO	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	195.194	EUR	195.194
PUBLIC FUND MONACO	Madagascar	Madagascar	93.591	EUR	93.591
PUBLIC FUND MONACO	Autres	Other	10.168	EUR	10.168

Fonds publics Norvège / Public funds Norway			3.259.192		
PUBLIC FUND NORWAY	Laos	Laos	63.223	EUR	63.223
PUBLIC FUND NORWAY	Laos	Laos	987.639	NOK	99.461
PUBLIC FUND NORWAY	Afghanistan	Afghanistan	63.864	EUR	63.864
PUBLIC FUND NORWAY	Afghanistan	Afghanistan	911.586	NOK	90.771
PUBLIC FUND NORWAY	Colombie	Colombia	7.386.493	NOK	744.580
PUBLIC FUND NORWAY	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	3.180.334	NOK	323.957
PUBLIC FUND NORWAY	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	8.265.601	NOK	834.541
PUBLIC FUND NORWAY	Mali	Mali	3.067.804	NOK	310.873
PUBLIC FUND NORWAY	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	66.587	NOK	6.729
PUBLIC FUND NORWAY	Irak	Irak	1.174.681	NOK	118.407
PUBLIC FUND NORWAY	Yemen	Yemen	121.378	NOK	12.191
PUBLIC FUND NORWAY	Autres	Other	514	EUR	514
PUBLIC FUND NORWAY	Autres	Other	1.642.804	NOK	164.173
PUBLIC FUND NORWAY via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	3.356.337	NOK	343.033
PUBLIC FUND NORWAY via INEW	Autres	Other	829.116	NOK	82.876
Fonds publics Pays-Bas / Public funds Netherlands			26.472		
PUBLIC FUND NETHERLANDS via SAVE THE CHILDREN	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	29.133	USD	26.472
Fonds publics Nouvelle Zélande / Public New Zealand			12.910		
PUBLIC FUND NEW ZEALAND	Chine	China	100.000	CNY	12.910
Fonds publics Suède / Public funds Sweden			615.201		
PUBLIC FUND SWEDEN	Corée du Nord	North Korea	1.754.986	SEK	183.605
PUBLIC FUND SWEDEN via CARE	Crise Syrienne	Syrian Crisis	4.581.173	SEK	431.596
Fonds Privés / Private funds			10.846.233		
Fonds Privés nationalité AN / Private funds NA nationality			5.992.730		
Fonds Privés Allemagne / Private funds Germany			1.416.664		
ADH	Bangladesh	Bangladesh	35.265	EUR	35.265
ADH	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	44.152	EUR	44.152
ADH	Mozambique	Mozambique	187.069	EUR	187.069
ADH	Crise Syrienne	Syrian Crisis	3.670	EUR	3.670
ADH	Irak	Irak	47.524	EUR	47.524
ADH	Yemen	Yemen	66.414	EUR	66.414
ADH	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	118.580	EUR	118.580
ADH	Autres	Other	8.856	EUR	8.856
BREAD FOR THE WORLD	Corée du Nord	North Korea	22.448	EUR	22.448
MISEREOR	Corée du Nord	North Korea	13.303	EUR	13.303
SKALA-INITIATIVE	Yemen	Yemen	394.485	EUR	394.485
SKALA-INITIATIVE	Autres	Other	474.897	EUR	474.897
Fonds Privés Belgique / Private funds Belgium			471.369		

ASSOCIATION FRACARITA	Rwanda	Rwanda	37.620	EUR	37.620
COMITÉ 1212	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	95.739	A51	95.739
FONDATION ROI BAUDOUIIN - SMI	RD Congo	RD Congo	88.250	EUR	88.250
FONDATION ROI BAUDOUIIN - SMI	Madagascar	Madagascar	225.628	EUR	225.628
GRANDIS SA	Haïti	Haiti	6.968	EUR	6.968
MSF BELGE	Burundi	Burundi	17.164	EUR	17.164
Fonds Privés Royaume-Uni / Private funds U.K.			1.133.812		
BIG LOTTERY FUND VIA PLAN via PLAN	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	0	GBP	0
START FUND via SAVE THE CHILDREN	Sierra Leone	Sierra Leone	11.926	GBP	13.012
START FUND	Pakistan	Pakistan	88.886	GBP	103.302
START FUND	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	36.993	GBP	42.540
START FUND	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	750.905	GBP	851.280
START FUND	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	50.528	GBP	55.825
OTHER PRIVATE FUND	Népal	Nepal	3.341.597	NPR	26.422
OTHER PRIVATE FUND	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	36.066	GBP	41.431
Fonds Privés Suisse / Private funds Switzerland			2.612.698		
AO FOUATION	Autres	Other	58.194	GBP	65.591
BOTNAR FOUNDATION	Vietnam	Vietnam	25.181	USD	22.845
CHAINE DU BONHEUR	Mozambique	Mozambique	91.118	CHF	81.783
FONDATION DROSOS	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	556.831	EUR	556.831
FONDATION DROSOS	MEREP (Egypte, Jordanie, Liban, Palestine)	MERO (Egypt, Jordan, Lebanon, Palestine)	603.969	EUR	603.969
FONDATION DROSOS	Autres	Other	2.626	EUR	2.626
FONDATION SYMPHASIS	Mozambique	Mozambique	22.780	CHF	20.446
AUTRES FONDS PRIVÉS SUISSES	Kenya, Ouganda,	Kenya, Uganda	150.198	EUR	150.198
GLOBAL FUND	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	409.895	EUR	409.895
GLOBAL FUND	Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Niger	136.041	EUR	136.041
GLOBAL FUND	Mali	Mali	105.306	EUR	105.306
GLOBAL FUND	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert,Guinea Bissau	267.750	EUR	267.750
UEFA	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	89.728	CHF	80.631
UEFA	Bangladesh	Bangladesh	96.058	CHF	86.551
UEFA	Autres	Other	24.439	CHF	22.235
Fonds privés USA / Private funds USA			358.187		
CATHOLIC RELIEF SERVICES	Ethiopi, Somalie	Ethiopia, Somalia	13.590	USD	12.024
FORD FOUNDATION	Laos	Laos	335	USD	305
FAMILY HEALTH INTRENAT.	Autres	Other	6.400	USD	5.787
MIRACLE FEET	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka, India	92.822	USD	82.901
PATHFINDER INTERNATIONAL	Autres	Other	40.218	USD	36.149
WELLSPRING ADVISORS	Autres	Other	239.646	USD	215.485
OTHER PRIVATE FUND	Bangladesh	Bangladesh	3.933	USD	3.441

OTHER PRIVATE FUND	Rwanda	Rwanda	2.394	USD	2.096
Fonds Privés autres nationalités / Private funds other nationalities			4.853.503		
BSRM	Bangladesh	Bangladesh	2.556.955	BDT	27.037
EDUCATE A CHILD	Projets régionaux Afrique de l'Ouest	West Africa Regional Projet	95.882	USD	84.851
EDUCATE A CHILD	Mali	Mali	48.771.289	XOF	74.351
EDUCATE A CHILD	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	-3.671	USD	-3.222
EDUCATE A CHILD	Sierra Leone	Sierra Leone	150.554	USD	134.977
EDUCATE A CHILD	Togo, Bénin	Togo, Ghana	349.054	USD	309.000
EDUCATE A CHILD	Madagascar	Madagascar	469.736	USD	418.944
FWD	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	270.507	USD	241.496
IKEA FOUNDATION	Myanmar, Thaïlande	Birmaniam, Thailand	770.064	EUR	770.064
IKEA FOUNDATION	Projets régionaux Asie du sud	South Asia Regional Projet	512.004	EUR	512.004
IKEA FOUNDATION	Pakistan	Pakistan	642.274	EUR	642.274
IKEA FOUNDATION	Bangladesh	Bangladesh	850.025	EUR	850.025
ITF	Afghanistan	Afghanistan	18.642	USD	16.893
KADOORIE CHARITABLE FOUNDATION	Chine	China	634.198	CNY	85.707
KADOORIE CHARITABLE FOUNDATION	Corée du Nord	North Korea	99.121	EUR	99.121
FONDATION MEDICOR	Colombie	Colombia	99.808	CHF	88.371
FONDATION MEDICOR	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	10.621	EUR	10.621
FONDATION OCP	Maroc, Tunisie	Morocco, Tunisia	742.479	MAD	68.748
SAVE THE CHILDREN	Laos	Laos	18.649	USD	16.619
SAVE THE CHILDREN	Sierra Leone	Sierra Leone	8.754.700	SLL	822
WORLD DIABETES FOUNDATION	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Senegal, Cap Vert, Guinea Bissau	65.645	EUR	65.645
WORLD DIABETES FOUNDATION	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	141.527	EUR	141.527
OTHER PRIVATE FUND	Népal	Nepal	3.675	USD	3.284
OTHER PRIVATE FUND	Laos	Laos	12.100	USD	10.828
OTHER PRIVATE FUND	Cambodge	Cambodia	1.688	A21	1.473
OTHER PRIVATE FUND	Cambodge	Cambodia	26.342	USD	23.758
OTHER PRIVATE FUND	Philippines, Indonésie	Philippines, Indonesia	300.000	PHP	5.287
OTHER PRIVATE FUND	Népal	Nepal	3.674	B41	3.491
OTHER PRIVATE FUND	Sierra Leone	Sierra Leone	4.407.480	E61	437
OTHER PRIVATE FUND	Autres	Other	149.068	EUR	149.068

SOMMAIRE

BILAN	
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat 1	4
Compte de résultat (Suite)	5
Evaluation des contributions en nature	6
Présentation du réseau HI	7
Faits significatifs comptable de l'exercice	9
Evènements postérieurs à la date de la clôture	10
Règles et méthodes comptable	11
ANNEXE	21
Etat de l'actif immobilisé	22
Etat des amortissements	23
Etat des provisions et dépréciations	24
Variation des fonds associatifs	25
Variation des fonds dédiés	26
Etat des échéances, des créances et des dettes	27
Produits à recevoir	28
Charges à payer	29
Charges et produits constatés d'avance	30
Charges et produits financiers	31
Charges et produits exceptionnels	32
Ventilation des effectifs de l'association	33
Compte Emplois - Ressources	34
Compte Emplois - Ressources	35
Détail des contributions en nature	36
Règles et méthodes comptable du CER	37
Evolution des emplois et des ressources	43
Evolution des emplois	44
Evolution des Ressources	45
Suivi des fonds de la générosité du public	46
Suivi des fonds de la générosité du public	47
Détail des financements bailleurs	48
Détail des financements bailleurs	49